

ESPACE
de libertés

Mensuel du Centre d'Action Laïque / SEPTEMBRE 2014 / N°431

Dossier

Y a d'la philo dans l'air

Uvier, Le veilleur des SDF

Afrique et minorités sexuelles : des relations ambiguës



3 Éditorial

Nous avons fait un rêve...
Par Henri Bartholomeeusen

4 Droit de suite

6 Livres ensemble

6 Les secrets d'un roman en «O» trouble. 60 ans après, nous raconte Philippe Gohen-Grillet, le sulfureux roman reçoit la «reconnaissance» d'une publication dans La Pléiade.

9 Jaurès et la laïcité : genèse d'une loi fondamentale
Au-delà du socialiste et du pacifiste, il y eut Jaurès héraut de la laïcité. Yves Kengen rallume la flamme du souvenir.

12 Le veilleur des SDF. Partout où la misère règne, Uvier agit en prince des ténèbres. Pour le bien de l'humanité, certifie Marcel Leroy.

16 International

18 Afrique et minorités sexuelles : des relations ambiguës
Frédéric Thomas, du CETRI, nous brosse un tableau sans fard de la réalité des LGBTI en Afrique.

22 Europe : le conservatisme tenace des éthiques. La composition du nouveau Parlement européen fait la part belle aux eurosceptiques. Promenade de (mauvaise) santé avec Pascal Martin.

25 La face cachée de One of Us
Frédéric Soumois revient sur l'affaire «One of Us» et sur les dessous peu reluisants de ses portes-flingues.

30 Dossier. Y a d'la philo dans l'air

Et si on parlait philo ? À l'heure où certains rêvent d'une humanité plus éclairée, les penseurs de la sagesse ont toute leur place. Dans nos pages, en tout cas.

64 Entretien

Olivier Bailly a rencontré le chantre du management par la confiance, Jean-François Zobrist. Gare aux préjugés

68 Espace de brièvetés

70 École

Au bonheur des instits, clame Marcel Leroy, qui sait de quoi il parle.

72 Arts

74 Conversations avec ma mère

Pierre Schonbrodt a rencontré Jacqueline Bir et Alain Leempoel, acteurs de ce dialogue intergénérationnel.

76 Plus jamais ça ! Les Territoires de la Mémoire poursuivent leur lutte anti-amnésie collective. Amélie Dogot a effectué le nouveau «parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui».

78 Raconte-nous tes histoires

Frédéric Vandecasserie plonge dans l'univers créatif 2.0, selfies et tweets compris.

80 Coup de pholie

Je mange, donc je suis
Par Xavier De Schutter.

Édito / Par Henri Bartholomeeusen, président du CAL

Nous avons fait un rêve...

Nous avons rêvé de l'école comme espace de formation citoyenne... de transmission des valeurs et connaissances qui initient à la liberté, l'autonomie, l'universalité et au développement de l'esprit critique...

Nous avons rêvé qu'il n'existait plus d'inégalités ni de ségrégation basée sur les différences convictionnelles..., rêvé d'un réseau d'enseignement public, pluraliste, fort et efficace..., d'une refonte complète des programmes scolaires incluant des matières actuelles telles que l'écologie, l'économie, la diététique, la philosophie, les droits et les devoirs...

Les engagements électoraux ont conforté ce rêve. La volonté affichée par les candidats annonçait sa réalisation. À l'aurore nouvelle, je guette l'horizon pour en discerner les prémices.

Et voici qu'apparaît, compromis du ciel et de la terre, une brume, un nuage, que dis-je, un phylactère au titre prometteur de «pacte pour un enseignement d'excellence». L'amorce d'une refonte des programmes, à coup sûr !

Que se dessine, sur fond de nébulosités, une «concertation et responsabilisation des acteurs pour affronter les défis communs». À l'évidence, l'annonce de l'unification des réseaux !

Voici qu'émerge le parfum prometteur des «expériences pilotes proposant des repas de qualité nutritionnelle à base de produits locaux, à prix modeste». Enfin, un intérêt pour la santé, le bien-être et l'égalité des élèves !

Voici, dans cette brise annonciatrice de temps clair, le contour d'une intention, celle de «garantir l'égalité des chances devant le savoir». À n'en pas douter, la promesse d'une véritable gratuité de l'enseignement !

Plus loin encore, l'évocation mystérieuse de «sensibiliser les élèves aux stéréotypes de genre associés aux filières d'études». C'est clairement la généralisation de l'éducation à la vie relationnelle, sexuelle et affective !

Premier éclair de chaleur : «Les marges budgétaires seront très étroites.» C'est évidemment l'annonce que l'école sera financée avec la volonté de réussir les réformes attendues !

Rêve, utopie, volonté ? Le CAL et ses associations constitutives sont prêts.

Prêts à s'investir pleinement dans l'école du futur.

L'avenir de l'enseignement, de notre jeunesse, de la société, dépend de l'énergie, des idées et des moyens que nous consacrerons à cette construction.

Nos forces vives sont à la disposition de ce gouvernement pour hâter le processus annoncé qui ne devra souffrir d'aucun retard. 🌹

Un grand laïque dans les étoiles

André Koeckelenbergh nous a quittés le 23 juin 2014 à l'âge de 85 ans. Il était docteur en physique et chargé de cours d'astronomie à l'Université libre de Bruxelles et astronome à l'Observatoire royal de Belgique. Toute sa vie, il s'est préoccupé d'ouvrir les portes d'Uranie aux jeunes générations; à l'Université bien sûr, où il a formé plusieurs astronomes de grande qualité dont certains sont mondialement connus comme Frédéric Clette et Alain Jorissen, mais aussi à la Ville de Bruxelles, où il a tenu à bout de bras les cours publics d'astronomie. André Koeckelenbergh était un homme de conviction. Militant



© DR

socialiste dès l'adolescence, il quitta le PS avec Ernest Glinne, déçu et même révolté par l'évolution du parti vers le néolibéralisme et profondément choqué par les procès pour corruption qui l'éclaboussèrent. Passé chez Écolo, il garda ses profondes convictions socialistes ancrées jusqu'à la fin de sa vie. Ernest Glinne et André Koeckelenbergh, parce qu'ils étaient internationalistes, étaient aussi des Fédéralistes européens dans la mouvance d'Altiero Spinelli, tout en se méfiant de l'évolution néolibérale des institutions européennes. Imprégné du libre examen, athée, chaud partisan de la laïcité, Koeckelenbergh faisait preuve d'une très large ouverture d'esprit, se plaisant à dialoguer et à débattre avec des personnes d'autres convictions politiques, philosophiques et religieuses. S'il était homme d'action et de réflexion, s'il transmettait par vocation le savoir avec talent, il savait aussi écouter l'Autre. (D'après Pierre Verhas)

Belfius repetita placent

Notre collaborateur Olivier Bailly, récidiviste, a conquis un nouveau prix Belfius pour la presse écrite. Celui-ci récompense son enquête intitulée «Bpost, "C'est comme ça au début"», publiée par nos confrères *Politique*, *revue de débats* et *L'Écho*. Il s'est fait embaucher comme facteur intérimaire pendant un mois pour observer les dessous de Bpost dans une perspective à la fois sociale et économique. Décapant! Bravo donc à Olivier. (yk)



© Béa Huart

Il faut savoir attendre longtemps

Dans l'éditorial du numéro d'avril 2001 d'*Espace de Libertés* consacré à l'échouage volontaire au Sud de la France du bateau East Sea qui a permis à 900 personnes d'échapper aux conflits du Moyen-Orient, je désignais ces réfugiés comme étant des Kurdes d'Irak.

Dans le numéro de juillet de la même année, sous le titre «Il faut savoir attendre» (p. 11), me fondant sur des informations trouvées dans la meilleure presse, je rectifiais la nationalité en indiquant qu'il s'agissait de Kurdes de Syrie.

Derechef me voilà aujourd'hui contraint de rectifier. Selon Sophie Gillig (*Le Monde* du 13 août 2014), 70% des naufragés étaient en réalité des yézidis (et donc plutôt des Irakiens) fuyant les persécutions religieuses.

L'actualité récente a fait apparaître ce groupe mais, en 2001, même en Europe, tout cela paraissait bien lointain avant que l'invasion américaine et ses conséquences prévisibles (comme celles de la guerre franco-anglaise avec participation belge contre la Libye de Khadafi) nous fassent connaître cette ancienne croyance.

Patrice Darteville

Marrons sur maçons

Notre époque, où resurgissent des «anti» et des «phobies» de toute nature, voit évidemment reflourir l'anti-maçonnisme comme un marronnier. Objet récurrent de tous les fantasmes complotistes, la franc-maçonnerie est la cible coutumière des coups de ceux qui veulent y

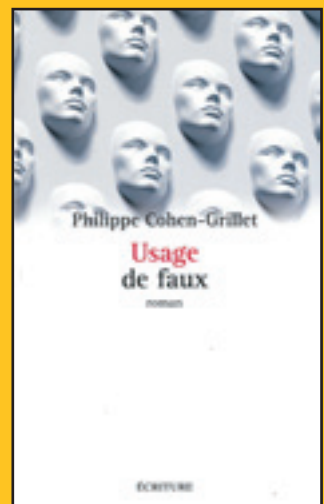


L'ouvrage est disponible chez Ta Page.
Infos: www.telelivre.com.

voir une société assoiffée d'influence sur le pouvoir politique, tout en s'adonnant dans des caves obscures à des rituels sataniques agrémentés de sacrifices humains. De quoi inciter Jiri Pragman, connu pour être l'éditeur du *Blog maçonnique*, à en faire l'inventaire commenté dans un livre édité par Télélivre. (yk)

Moissons à la faux littéraire

Ce mois-ci, nous accueillons un nouvel auteur en la personne de Philippe Cohen-Grillet. Journaliste notamment pour *Le Canard Enchaîné*, ce Parisien est également romancier et essayiste. Dans son dernier ouvrage paru, *Usage de faux* (Écriture), il se met dans la peau d'un génial faussaire en littérature, nous entraînant dans le roman d'une liaison très particulière sur fond d'arnaque à la vente publique. Passionnant de bout en bout! (yk)



Les secrets d'un roman en « O » trouble

Il y a 60 ans paraissait « Histoire d'O » sous le pseudonyme de Pauline Réage. Publié à 600 exemplaires, ce roman allait provoquer le scandale, déchaîner la censure et, surtout, marquer l'histoire de « toutes les littératures ». Récit des aventures d'un texte révolutionnaire, devenu classique.

Par Philippe Cohen-Grillet
Journaliste et écrivain¹

Il y a une justice, du moins une logique. Grâce à la persuasion de Philippe Sollers auprès d'Antoine Gallimard, le Marquis de Sade est désormais édité dans la prestigieuse *Pléiade*. Le diable sur papier bible donc, le même sur lequel est imprimé le Code pénal. Mais il fut un temps où Jean-Jacques Pauvert, âgé de 20 ans, était traîné devant les tribunaux pour avoir osé publier Sade, jusqu'alors diffusé sous le manteau, et ainsi porté « atteinte aux bonnes mœurs ». C'était un temps d'obscurantisme moyenâgeux : en 1956. À l'époque, le très respecté Jean Paulhan, directeur de la *NRF* — qui ne passe pas précisément pour un repaire de pornographes sataniques acharnés à démolir l'ordre social — témoigna au procès en faveur de la défense : « Monsieur le Procureur a raison, "Sade est dangereux". Pour preuve, j'ai connu une jeune fille qui, après l'avoir lu, est entrée au couvent ! » Au pays de Voltaire (mais aussi de Calas), le passionné et courageux Pauvert, soutenu par le grand littérateur Paulhan et défendu par

le lumineux Me Maurice Garçon, doit une fois de plus ferrailler contre la censure. Deux ans plus tôt, les mêmes se sont battus pour la liberté des œuvres de l'esprit.

Pour la littérature

Il y a 60 ans, en juin 1954, Pauvert publiait un roman sous une sobre couverture jaune : *Histoire d'O*, par Pauline Réage, avec une préface de Jean Paulhan. N'ayant pas les talents de concision d'un publicitaire, nous ne nous risquerons pas à résumer l'intrigue. Disons, pour schématiser, au risque de caricaturer, qu'une jeune femme, *O*, s'offre par amour corps et âme à un homme, trouvant dans cette soumission absolue, y compris sexuelle, l'assouvissement de ses désirs et d'une paradoxale liberté.

L'éditeur avait glissé un encart prophétique dans les premiers exemplaires, clamant : « Ce livre fera date dans l'histoire de toutes les littératures. » Le livre s'écoule pourtant à la peine,



© Artedis-Just Jaeckin

Et bien sûr, il fallait un film.

les libraires redoutant une saisie judiciaire. De fait, la censure se manifeste. Tels des Julots casse-croûte, Pauvert et Paulhan sont convoqués par la brigade mondaine. Objectif : leur faire cracher l'identité réelle de l'auteur. Face aux policiers, le premier se retranche derrière le secret professionnel, tandis que le second s'amuse beaucoup : « J'ai entendu le nom de Louise de Vilmorin, également celui de Lucie Faure », lâche-t-il, citant ainsi l'épouse d'Édgar qui multiplie alors les allers-retours au gouvernement et en tant que président du Conseil... L'anonymat de l'auteur restera préservé mais le roman se verra interdit de toute publicité, d'affichage et de vente aux mineurs. L'œuvre littéraire, elle, est saluée par Georges Bataille et André Pieyre de Mandiargues.

Le mystère entourant la personne de l'auteur contribue alors à l'intérêt

croissant que suscite le roman. Il se dit qu'il s'agirait d'une femme. Invraisemblable, selon François Mauriac qui assure dans *L'Express* que cette « littérature de pissotière » ne peut être due qu'à un « vieillard libidineux ». Gageons que l'hommage a arraché un sourire Pauline Réage, masque derrière lequel se cache Dominique Aury, de son vrai nom Anne Desclos, ci-devant membre du comité de lecture de Gallimard, membre de la *NRF* et du jury Femina. Certains voient dans le livre une facétie d'écrivains surréalistes, d'autres en attribuent la paternité au préfacier. C'est évident, puisque « Pauline Réage est la presque anagramme d'Égérie Paulhan »...

Amour farouche

L'interrogation sur le sexe de Réage — disons sur son genre pour être à la

¹ Dernier ouvrage paru : *Usage de faux*, roman, Paris, Écriture, 2014, 189 p.

mode— est révélatrice des mœurs du temps. Car *Histoire d'O* revendique le plaisir sexuel féminin, le sentiment amoureux transcendant les voies pour y parvenir. «*Le scandale de la vérité, c'est que la vérité fasse scandale*», martelait Jean-Edern Hallier. Sans aucun doute est-ce là la raison du cataclysme engendré par *Histoire d'O*: sublimé par un enchantement littéraire, ce roman dit une vérité sur la femme qui trouve ici son émancipation personnelle dans l'attachement sentimental et le dévouement physique. Paulhan ne s'y est pas trompé, intitulant sa préface «Le bonheur dans l'esclavage» et dépeignant ce roman comme «*la plus farouche lettre d'amour jamais écrite à un homme*». Cette lettre, précisément, lui était destinée. Par ce livre, Dominique Aury témoignait du plus profond serment d'amour à celui qui était alors son secret amant, tout en faisant acte littéraire. Voilà donc le secret dans le secret. Avec une sincérité empreinte d'une extrême pudeur, Pauline Réage s'est confiée à Régine Deforges. De leurs échanges naquit un livre d'entretiens *O m'a dit*, publié en 1975 par Pauvert. En septembre 2013, quelques mois avant sa disparition, il nous a été donné d'interroger Deforges à ce sujet. Réage-Aury a-t-elle voulu signifier qu'aimer, c'est tout donner à l'autre en ayant la certitude de ne manquer de rien? Sa confidente nuançait: «*Hum... sûr qu'on ne manquera de rien, non. Aimer, c'est tout donner, savoir donner. C'est se donner, s'abandonner entre les mains de l'autre, l'être aimé. Cette rencontre a été très forte de part et d'autre. Elle m'incitait à prendre la parole: "On ne vous entend pas, ma petite enfant!" Elle fut*

la femme d'un seul livre, un livre écrit pour l'homme qu'elle aimait».

Histoire d'O est devenu un best-seller, l'un des romans français le plus traduit aux États-Unis, sans cesse réédité, somptueusement illustré par Leonor Fini, adapté en bande dessinée par le talent de Guido Crepax, puis au cinéma. Et ce n'est qu'en 1994, dans une interview au *New-Yorker*, que Dominique Aury dira être Pauline Réage.

«Le scandale de la vérité, c'est que la vérité fasse scandale.»

Le manuscrit, soit 625 feuillets, a été rédigé à la mine de plomb, hormis les 81 dernières pages, au stylo à bille bleu. Pourquoi cet usage du crayon papier? Aury confia, espiègle: «*J'écrivais souvent au lit et... ça ne tache pas les draps.*» Ce précieux document a appartenu à feu Gérard Nordmann, qui fut sans doute le plus fin collectionneur au monde de *curiosa*. Il fut vendu à Paris, le 27 avril 2006, par la maison Christie's pour la somme de 85 000 euros. Son propriétaire, qui n'est pas connu, peut contempler la première ligne, écrite par Pauline Réage, à laquelle la main de Paulhan a ajouté l'initiale O: «*Son amant emmène un jour O. se promener*». ♣

Jaurès et la laïcité : genèse d'une loi fondamentale

Si l'on limite (trop) souvent Jean Jaurès, dont on célèbre cette année le centenaire de l'assassinat, à son rôle de héraut absolu du socialisme français et international, c'est oublier un peu vite qu'il fut aussi un grand militant de la laïcité et à ce titre, le «*deus ex machina*» de la loi française du 9 décembre 1905, dite aussi «loi de séparation des Églises et de l'État».

Par Yves Kengen
Rédacteur en chef

«*La loi protège la foi aussi longtemps que la foi ne veut pas faire la loi*», expliquaient volontiers les partisans de l'instauration de la laïcité comme principe constitutionnel de la République. La loi du 9 décembre 1905 consacre, si l'on ose dire, des principes aussi fondamentaux que la liberté de conscience et l'égalité de toutes les convictions philosophiques et religieuses, en même temps qu'elle garantit la liberté de culte. Elle institue une séparation stricte du politique et du religieux en mettant fin à toute reconnaissance et subvention des religions. Elle constitue un fondement de la République démocratique, mettant pleinement en œuvre sa devise «Liberté, Égalité, Fraternité».

Les bonnes œuvres du petit père

Selon l'historien Jean-Paul Scot¹, «*Jaurès fut moins le concepteur que le stratège de la séparation. Dès le 1^{er} juin 1904, il lance un appel à l'union de tous*

les républicains pour une séparation consensuelle. "Ce n'est pas par un coup de colère que nous voulons briser un régime suranné [...] Nous voudrions que la séparation des Églises et de l'État n'apparût pas comme la victoire d'un groupe sur d'autres groupes, mais comme l'œuvre commune et l'honneur commun de tous les républicains." Après la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Vatican, le 30 juillet, il affirme que *la séparation est désormais inéluctable: "Après avoir sécularisé le mariage, la famille et l'école, nous allons finalement séculariser l'État par la grande séparation."* Le 15 août 1904, il confirme encore qu'il s'agit de concevoir une séparation «conforme au droit de l'État laïque», mais aussi «acceptable par les catholiques».

L'idée d'une laïcité constitutionnelle existait déjà depuis plus d'un siècle, puisque la Constitution de l'An III (1795) prévoyait déjà que «*nul ne peut être empêché d'exercer, en se conformant*

¹ Scot Jean-Paul, «Liberté-égalité-laïcité. Genèse, caractères et enjeux de la loi de 1905», dans *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 100/007, pp. 161-183.

Caricature parue en 1905 dans *Le Rire*. Le barbu au centre est Jean-Baptiste Bienvenu-Martin, ministre de l'Instruction publique du cabinet Rouvier.

© Charles Léandre - BNF



aux lois, le culte qu'il a choisi. Nul ne peut être forcé de contribuer aux dépenses d'un culte. La République n'en salarie aucun.»² Cette disposition révolutionnaire n'allait cependant pas subsister sous le Premier Empire, qui marquait le retour en force des congrégations. Ironiquement, c'est un ancien séminariste qui va ramener la laïcité au-devant de la scène politique française: le «petit père Combes». Docteur en théologie, Émile Combes fut successivement président du Sénat (1894-1895), ministre de l'Instruction publique (1895-1896) et président du Conseil du 1^{er} juin 1902

au 24 janvier 1905 en même temps que ministre de l'Intérieur et des Cultes. Le 20 juin 1902, Combes envoie une circulaire aux préfets pour mettre en place un système d'évaluation des fonctionnaires selon le critère de «*fidélité aux institutions républicaines*». Las, cette tentative de conditionner tout avancement dans l'administration à l'adhésion des candidats à la laïcité va conduire à la fameuse «affaire des fiches» qui coûtera son poste au petit père Combes. En 1904, la moitié des 18 000 officiers français sont fichés au cabinet du général André, renseigné par les loges maçonniques de


toute la France. Délation pure sur la vie personnelle, les opinions, les fréquentations, cette initiative est évidemment rejetée par la majorité de l'opinion et des élus. Si la carrière d'Émile Combes s'arrête là, l'idée laïque, elle, se perpétue. La fermeture d'office de 125 établissements scolaires tenus par des congrégations non autorisées va de pair avec l'intense promotion faite par Jules Ferry et Jean Jaurès en faveur de l'école publique pour tous, autrement dit l'école laïque.

Démocratie et laïcité, synonymes

Le projet de loi de séparation est repris par une commission parlementaire présidée par François Buisson. Le rapporteur en est Aristide Briand. Les débats s'étirent sur plusieurs mois pour aboutir au vote, le 9 décembre 1905, de la fameuse loi faisant de la France un État laïque. Cette loi, qualifiée de «*loi juste et sage*» par Jaurès, affirme l'indépendance réciproque de l'État et de l'Église, le non-subventionnement de la seconde par le premier, la liberté de conscience et de culte, l'interdiction d'ingérence de l'État dans les questions religieuses et la liberté de culte dans le respect de l'ordre public et des personnes. Les catholiques n'apprécient guère. Les tensions se font jour, notamment sur la question des biens de l'Église. Le pape condamne la loi, qui ne deviendra un principe constitutionnel qu'en 1958³.

Pour Jaurès, «*démocratie et laïcité sont deux termes identiques*». Dans son célèbre discours de Castres (1904), il pose un plaidoyer fort pour la laïcité, qui n'est pas sans rappeler celui, puissamment anticlérical, de Victor Hugo devant l'Assemblée nationale lors du

«N'est-ce point pitié de voir les enfants d'un même peuple divisés en deux systèmes d'enseignement comme entre deux camps ennemis?»

débat sur la loi Falloux (1850). Jaurès conclut notamment: «*N'est-ce point pitié de voir les enfants d'un même peuple, de ce peuple ouvrier si souffrant encore et si opprimé et qui aurait besoin, pour sa libération entière, de grouper toutes ses énergies et toutes ses lumières, n'est-ce pas pitié de les voir divisés en deux systèmes d'enseignement comme entre deux camps ennemis? Et à quel moment se divisent-ils? À quel moment des prolétaires refusent-ils leurs enfants à l'école laïque, à l'école de lumière et de raison? C'est lorsque les plus vastes problèmes sollicitent l'effort ouvrier: réconcilier l'Europe avec elle-même, l'humanité avec elle-même, abolir la vieille barbarie des haines, des guerres, des grands meurtres collectifs, et, en même temps, préparer la fraternelle justice sociale, émanciper et organiser le travail. Ceux-là vont contre cette grande œuvre, ceux-là sont impies au droit humain et au progrès humain, qui se refusent à l'éducation de laïcité. Ouvriers de cette cité, ouvriers de la France républicaine, vous ne préparerez l'avenir, vous n'affranchirez votre classe que par l'école laïque, par l'école de la République et de la raison.*» Tout est dit. 

³ D'après Christophe Naudin, professeur d'histoire-géographie.

² Titre XIV, Dispositions générales, art. 354.

Le veilleur des SDF

Animateur de rue à Charleroi, Denis Uvier parle au nom des SDF parce qu'il en fut un, autrefois. «Loup devenu berger», ce travailleur social engagé ne sera jamais en paix tant que des êtres iront à la dérive dans la ville.

Par Marcel Leroy
Journaliste

Il interpelle le pouvoir et ne lâche jamais le morceau. «*Je me contente de ce que j'ai et cela me donne un sentiment de liberté...*» Denis Uvier, 57 ans, dont vingt-deux sur le terrain en tant qu'animateur de rue à Charleroi pour l'association Solidarités Nouvelles, ne brigue aucun poste et ne s'attache pas au superflu, ce qui lui confère une aura de gravité et d'humour, à l'opposé de la grosse tête. Ne pas avoir grand-chose à perdre lui permet de se concentrer sur sa liberté d'expression. Dans l'urgence, au nom de ceux qui n'ont pas la force de puiser en eux les mots salvateurs. L'homme ne transige pas face à la détresse. Il se fout de ce qu'on pense de lui, car la violence de certaines situations sociales déchire les falbalas de la bienséance. Travailleur social engagé, Uvier refuse d'être considéré comme un modèle. Il n'est pas tout seul, salue le travail en réseau, prépare la relève. Il s'appuie sur son expérience pour épauler les plus paumés, «*considérés comme indéfendables*». Aux jeunes, il ne demande pas de connaître ce que la vie lui a enseigné mais de se mettre dans la peau de l'autre, même si c'est dur, quand l'autre fait peur. De voir en l'autre son humanité, der-

rière son apparence, à une époque où l'emballage compte plus que le contenu.

En marche dans la ville qui change

Denis Uvier décrypte la précarité avec lucidité. Les journalistes savent qu'il parle de ce qu'il connaît. Si un abri de nuit plein à craquer se voit forcé de refuser des gens en attente d'un toit, il le clamera. Opiniâtre, il va droit à la réalité tapie dans l'ombre des statistiques. Sa notoriété? Un levier pour obtenir des réponses. Le jour où il la fermera n'est pas pour demain. Vice-président du Resto du Cœur de Charleroi –au nom de Solidarités Nouvelles–, Uvier veille au carrefour des meurtrissures cachées pour comprendre la ville et ses citoyens les plus démunis: sans abri, sans papiers, sans allocation, sans boulot, sans espoir, sans projet...

Dans la rue, son élément naturel, les gens le saluent comme un membre d'une famille qui n'a pas besoin de nom. Longtemps, il a arboré un chapeau de broussard et conserve son foulard palestinien. Pour brouiller les pistes, il s'est coupé les cheveux. Il par-

ticipe à des rencontres de sociologues, avec la même aisance qu'il parle à un type couché par terre. Sa moto partie à la casse, il voyage en bus, à pied ou en camionnette, le nez au vent, avec le regard qui étincelle, attentif aux moindres évolutions d'une cité post-industrielle en mutation. Ville-laboratoire, Charleroi se heurte au chômage et au problème du logement, aux troussees d'un avenir qui passe par des emplois créés au compte-gouttes, malgré tous les efforts des pouvoirs publics. D'où ces êtres en quête d'existence dans ce monde occidental où l'emploi manufacturier se raréfie.

À Charleroi, ils font la manche, depuis un an environ, selon un règlement qui prévoit une rotation passant par divers quartiers, pour «alléger» le centre urbain. La dilution de la mendicité sur le territoire permettrait-elle de changer le visage d'une société où la précarité

concerne plus de 15% des citoyens? La nuit, «en maraude», il sait derrière quel buisson du parc se diriger pour dénicher un type à la dérive, lève la porte des garages où vivent des familles expulsées, pénètre dans les immeubles abandonnés transformés en squats. Sa connaissance de la géographie carolorégienne et son réseau lui permettent d'être vite informé. Il jugule sa peur, parle pour endiguer la rage. Nombre de travailleurs sociaux ont découvert la pratique de leur métier dans les pas de l'animateur que Paul Trigalet, fondateur de Solidarités Nouvelles, repéra comme un type possédant la détermination requise pour aider même ceux qui ne voulaient pas de la main tendue.

Une cabane sur le terriil

Une des actions les plus significantes de Denis Uvier restera ce village provisoire construit en 2007 avec des



© Artedis-Just Jaeklin

Uvier, travailleur de l'ombre.

Dans la rue, les gens le saluent comme un membre d'une famille qui n'a pas besoin de nom.

palettes de récupération. Il a poussé comme un champignon en haut du ter-til qui, à Dampremy, s'apparenterait à un balcon avec vue imprenable sur le ring urbain. Jusqu'au bout de ses forces, Uvier s'était fait l'urbaniste de ce hameau provisoire mettant en évidence le manque de logements à prix abordable. Il n'avait pas oublié de prévoir une cabane vouée à la parole, pour faire reculer la solitude et progresser la solidarité. L'expérience a vécu mais laissé des traces. «*Dire les choses est essentiel*», estime Denis. Il défendra toujours les citoyens dont le degré de frustration, de haine et de colère est si aigu qu'ils n'attendent plus rien. «*C'est là qu'il faut être, je veux dire juste être là, en attendant le moment souvent lointain encore d'oublier, réparer, mettre de côté ses ennuis pour repartir, mais il en faut du temps, beaucoup...*»

L'homme ne craint pas de dire qu'il a été dans le caniveau, après avoir vécu ces choses de la vie qui détruisent l'équilibre. «*Je revenais de Marseille où j'avais voulu m'engager à la Légion étrangère, en train, sans billet. Le contrôleur m'a coincé. Je voulais frapper. Une dame a payé pour moi. Et moi, au lieu de dire merci, je me suis moqué, trop blessé pour comprendre son geste. J'étais loin. Bien plus tard, couché sur la route, j'ai voulu mourir. Mes anges gardiens ont bien souvent été des flics. Mais j'ai fini*

par m'en sortir. Je me souviens des gens qui ont réglé mon premier loyer quand je m'acharnais à sortir de la rue. Les conséquences de mes actes, je les ai payées. Des années après, quand j'ai remboursé ce prêt qui était bien plus que du fric, un poids est parti. Oui, des gens m'ont soutenu, comme Paul Trigalet, Chantal Doffigny, d'autres, qui sont dans mes pensées...»

«Tenter de rendre une âme à celui qui a tout perdu»

Lui qui aime les jardins où il se sent libre, scande, «*quand tu sèmes, les grains, un jour, vont prendre*». Ainsi la bonté. Ce poète de la jungle d'asphalte se surprend à chanter, d'instinct. Lui qui rit aux éclats pense qu'il «*faut pleurer pour nettoyer ses yeux*». Sans attendre de résultat immédiat, il agit, conscient de l'importance de montrer qu'une issue existe. Il s'accroche à des étoiles, comme celle de sa fille qui a 25 ans, comme celle de sa mère disparue. Sur le ter-til, les bâtisseurs ont commencé par arracher aux palettes des clous déformés pour les redresser. «*Aux gens aussi, il faut rendre leur utilité pour qu'ils vivent*». Denis Uvier invoque la nécessité de résistance face aux injustices, «*incapable d'être en paix, sachant que des gens sont sur le carreau*». Animateur de rue, selon lui, signifierait peut-être «*tenter de rendre une âme à celui qui a tout perdu*». 🕯



© Lionel Bonaventure/AFP



18 Afrique et minorités sexuelles:
des relations ambiguës

22 Europe: le conservatisme tenace
des éthiques

25 La face cachée de One of Us

Afrique et minorités sexuelles : des relations ambiguës

L'Ouganda et le Nigéria ont adopté, début 2014, de nouvelles lois pénalisant l'homosexualité, confirmant ainsi une tendance générale en Afrique. Ce refus de l'homosexualité provoque de vives tensions dans les débats Nord-Sud.

Par Frédéric Thomas
Docteur en science politique et
chercheur au Centre tricontinental - CETRI

Face aux critiques et aux pressions de la «communauté» internationale, le président ougandais, Yoweri Museveni, a tenu bon, fin février 2014, affirmant que c'était son pays qui était en jeu et qu'il ne se laisserait pas dicter sa conduite par les Occidentaux. Cette marque d'indépendance, qui résonnait avec force dans un paysage africain trop souvent subordonné aux intérêts du Nord, servait cependant à légitimer et à confirmer la promulgation d'une loi condamnant l'homosexualité. Cette loi peut entraîner la condamnation de la prison à vie, et tout citoyen se doit de dénoncer à la police quiconque serait suspecté d'être homosexuel. Cette nouvelle législation participe d'une tendance plus générale en Afrique.

Une Afrique homophobe ?

L'homosexualité est illégale dans 38 pays africains sur 54. L'Afrique n'a cependant pas le monopole de cette illégalité puisqu'elle est présente dans

une quarantaine d'autres pays¹. Si des textes légaux à la pratique, il y a une grande distance, il n'empêche que l'existence de telles lois, même si elles sont peu appliquées, crée un climat oppressif dans un pays. Dans un rapport de juin 2013, Amnesty International notait la «*croissance dangereuse de l'homophobie en Afrique subsaharienne*» : «*Au cours de ces dix dernières années, certains pays d'Afrique subsaharienne ont tenté de renforcer la criminalisation des personnes LGBTI [lesbiennes, gays, bisexuel-le-s, transgenres ou intersexué-e-s]*». Le phénomène ne se limite pas aux pays musulmans et l'homophobie est tout aussi manifeste, sinon plus, en Ouganda, au Libéria et au Cameroun.

Même s'il est dangereux de généraliser, il semble bien que le rejet de l'homosexualité soit une dimension largement partagée par les populations africaines. Ainsi, en juin 2013, le Pew Research Center dévoilait son étude sur l'accep-

tation de l'homosexualité au niveau mondial. À la question, «la société doit-elle accepter l'homosexualité?», la réponse était à plus de 95% négative au Sénégal, au Nigéria, au Ghana et en Ouganda, comparé aux 78% de la Turquie et aux 22% de la France².

Cependant, à y regarder de plus près, le panorama africain est plus contrasté. En 2004, par exemple, le Cap-Vert a dépénalisé les rapports sexuels entre personnes de même sexe. Surtout, l'Afrique du Sud, non seulement sur le continent, mais aussi au niveau mondial, représente un cas emblématique... et contradictoire. Les violences sexuelles y sont massives, en contradiction avec une législation très libre et le rôle phare que joue l'État au niveau de la diplomatie mondiale. Ainsi, la Constitution sud-africaine de 1996 interdisait explicitement pour la première fois au monde la discrimina-

tion fondée sur l'orientation sexuelle. En juin 2011, sous son impulsion et celle du Brésil, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU adoptait la première résolution sur les violations des droits humains fondées sur l'identité de genre et l'orientation sexuelle.

Des voix individuelles divergentes se sont également fait entendre récemment sur le continent africain. Publiées quelques jours après la promulgation par le Nigéria d'une nouvelle loi criminalisant l'homosexualité, une lettre ouverte aux leaders africains et une nouvelle littéraire répondaient implicitement à cette loi. La lettre était signée par l'ancien président mozambicain, Joaquim Chissano, et appelait à mettre en avant trois priorités : le renforcement des femmes et l'égalité de genre ; les droits et le renforcement des adolescents et des jeunes ; les droits sexuels et de santé reproductive pour tous. La

² Cf. www.pewglobal.org.



© Gianluigi Guercia/AFP

Gay pride à Cape Town. L'Afrique du Sud a légalisé le mariage homo dès 2006.

¹ Voir <http://76crimes.com/>



© Aminu Abubakar/AFP

Deux présumés homosexuels comparaissent devant un tribunal islamique en janvier 2014 à Bauchi, Nigéria, après avoir été lapidés par la foule lors de leur transfert.

nouvelle intitulée *Je suis homosexuel*, *maman* était l'œuvre de l'écrivain kenyan, Binyavanga Wainaina, faisant de son *coming out* un «acte politique»³.

Un révélateur des rapports Nord-Sud ?

Traités de «prostitués» et de «mercenaires» par le président ougandais –au pouvoir depuis 1986 et espérant être réélu en 2016–, les homosexuels sont, sur le continent, représentés le plus souvent comme affectés par «une maladie de Blancs», exportés par les Occidentaux, et donc étrangers à la culture, aux valeurs africaines. Dès lors, les critiques du Nord seraient automatiquement disqualifiées comme ingérence, sinon impérialisme culturel. Et il est vrai que l'étrange chœur de chefs d'État occidentaux et d'institutions internationales qui s'est formé

pour défendre les droits des homosexuels africains –tout en poursuivant la surexploitation du continent au mépris des droits sociaux, politiques et économiques de ces peuples– ne peut qu'entraîner la méfiance.

De manière générale, le soutien international aux homosexuels en Afrique a été parfois perçu comme une nouvelle forme d'universalisme, méprisant la culture africaine, et qui serait de toutes les façons contre-productif car accentuant l'homophobie. Ce type de lecture tend à donner une image faussée entre un Nord défenseur des droits des homosexuels et un Sud homophobe. L'homophobie est partout présente, au Sud comme au Nord, sous des formes et à des niveaux différents. En ce sens, toutes proportions gardées, les mêmes contradictions apparaissent dans les pays du Nord et en Afrique du Sud,

entre la diplomatie et la législation, d'une part, et la réalité sur le terrain, d'autre part.

Par ailleurs, nombre de commentateurs mettent en avant le retournement paradoxal qui s'est produit : plutôt que l'homosexualité, c'est la normalisation hétérosexuelle et la condamnation explicite de l'homosexualité qui se sont imposées en Afrique dans et par le colonialisme. Plusieurs des sociétés africaines étaient plus tolérantes avant que le colonisateur n'impose ses normes et catégories afin de sortir ces «barbares» de la «sauvagerie sexuelle».

Une instrumentalisation à tous les niveaux

Le rejet de l'homosexualité est donc un fait massif au sein des sociétés civiles africaines. Cependant, ce fait est largement alimenté, catalysé et instrumentalisé par les gouvernements de ces pays. En effet, il constitue une façon commode, d'une part, de détourner l'attention du peuple, des inégalités sociales et de la dépendance, de l'absence ou du manque de politiques publiques et de services sociaux, et d'autre part, de recouvrer une légitimité nationale en remobilisant la population. La religion est régulièrement utilisée de manière opportuniste dans cette diversion⁴. L'indépendance revendiquée par le président ougandais –et par d'autres chefs d'État africains– face à la «communauté» internationale quand il s'agit d'édicter des lois condamnant l'homosexualité disparaît dès qu'il est question de l'exploitation des ressources naturelles ; pourtant mar-

queur principal du néocolonialisme aujourd'hui.

Mais l'instrumentalisation de cette question n'est pas le seul fait des gouvernements africains et l'hypocrisie des États du Nord est tout autant sinon plus flagrante. Museveni n'a pas soudainement commencé à violer les droits humains en 2014 ; or les crimes commis précédemment par l'armée et le gouvernement ougandais n'ont pas entraîné de condamnations (aussi) visibles. James Schneider, rédacteur en chef de *Think Africa Press*, condamne de concert la «grotesque inconséquence» de la posture anti-impérialiste de Museveni et le soutien occidental aux droits humains en Ouganda. Dans les deux cas, cela traduirait avant tout des questions de politique intérieure et la volonté de gagner un soutien populaire : le président ougandais, en apparaissant comme un leader, nationaliste et africain, tenant tête au Nord, Obama et cie, en se présentant à bon compte comme des défenseurs de toutes les minorités⁵.

Ce n'est pas parce que les droits des LGTBI en Afrique sont une affaire «secondaire» instrumentalisée de toutes parts que ce n'est pas une question politique légitime. Il convient dès lors d'y répondre, en tenant à la fois compte de son caractère situé –dans des contextes très divers– et de son instrumentalisation contradictoire. Mais il faut d'abord et surtout se débarrasser de cette image d'un peuple africain comme une masse amorphe, victime, inlassablement manipulée et instrumentalisée, incapable d'agir et de réagir. La question ne peut être résolue pour les Africains, mais bien par eux. ✦

³ Voir www.theafricareport.com et www.theguardian.com.

⁴ La majorité des LGTBI africains sont croyants.

⁵ Cf. thinkafricapress.com.

Europe : le conservatisme tenace des éthiques

Le 25 mai dernier, populistes, eurosceptiques et autres ultraconservateurs ont renforcé leurs positions au Parlement européen. Question : quelle sera leur capacité d'action dans les dossiers bioéthiques ? Le danger n'est peut-être pas là où on l'attend.

Par Pascal Martin
Journaliste

Le nombre d'eurodéputés qui appartiennent à des partis populistes, ultraconservateurs, voire carrément d'extrême droite, s'est considérablement accru à la faveur des élections européennes du 25 mai. À vue de nez, un bon cinquième de l'hémicycle est désormais composé d'éléments hostiles à l'Europe, et par conséquent susceptible d'ébranler ses bases «laïques» déjà fragiles. Ces eurodéputés représenteraient un danger ? Voire.

La réalité est plus complexe

D'abord, parce qu'il ne faut pas exagérer la capacité d'action acquise par les ennemis de l'idée européenne dans les travées de Strasbourg, explique le politologue français Jean-Yves Camus, spécialiste des populismes et des extrêmes droites européens : «*On vient de voir avec la nomination de Jean-Claude Juncker, le nouveau président de la Commission, que ces députés restent malgré tout dénués de capacité à influencer les grandes décisions. Comme d'habitude, au Parlement européen, c'est la règle du consensus qui prévaut. Et les*

dernières élections ont montré que les trois principaux groupes (les conservateurs, les socialistes et les libéraux) gardent une majorité confortable.»

Réalité complexe encore, parce que les partis catégorisés d'extrême droite ne se mêlent pas nécessairement d'éthique et que les néopopulistes européens ne sont pas particulièrement arc-boutés sur une vision conservatrice de la société. Pour preuve, les Néerlandais Pim Fortuyn et Geert Wilders ont toujours soutenu la cause gay.

Alliances éthiques

En revanche, s'agissant de bioéthique, les Verts —qui sont le plus souvent de fervents soutiens de l'UE— ont depuis longtemps déjà montré les limites. Les Grün allemands se sont ainsi mobilisés contre les travaux sur la cellule-souche, la controverse émergeant même quelque peu chez leurs homologues français. En matière génétique, certains Verts se transforment en chiens de garde face aux progrès de la science qu'ils craignent de voir déboucher sur

une idéologie du clone, une manipulation de l'espèce humaine : «*Il y a chez eux le souci d'une écologie humaine et pas seulement d'une écologie de la nature. Moi, j'ai un peu peur des deux*, confie Jean-Yves Camus : *des excès des travaux scientifiques sur la génétique comme de cette vision de l'écologie qui voudrait que l'espèce humaine vive selon les mêmes lois, darwinisme compris, que la nature. Il y a là la vision d'un paradis perdu, mais aussi d'un struggle for live.*»

transformés en partis politiques transnationaux. Comme le Mouvement politique chrétien européen (ECPM) qui réunit des formations issues d'une quinzaine de pays, dont certaines sont représentées à Strasbourg. On peut citer aussi les Slovaques du nouveau Parti des gens ordinaires et personnalités indépendantes (OL'aNO), les représentants des partis protestants néerlandais et d'autres comme le Familien Partei Deutschlands qui lutte pour la



© Frederick Florin/AFP

La première session du nouveau Parlement européen respirait l'enthousiasme...

Au bout du compte, le danger pour une société progressiste en matière bioéthique ne viendrait pas des extrêmes droites ou des ultraconservateurs. Mais plutôt de l'alliance de ses détracteurs, tous bords confondus. On assiste ainsi à l'intérieur de l'Europe communautaire à la naissance de regroupements qui, précisément, se sont faits autour des questions de morale et de bioéthique. Regroupements qui se sont parfois

défense de la famille et qui a obtenu, grâce au vote à la proportionnelle, un siège au Parlement européen.

Dégâts de la Marine

De là à imaginer Marine Le Pen (le Front national dispose de 23 sièges au PE) faire alliance avec de tels partis pour faire bloc contre la présence de l'islam dans nos sociétés, il y a un

pas à ne pas franchir. *«Les matrices idéologiques de ces partis sont totalement différentes, analyse Jean-Yves Camus. L'électorat du Front national, comme celui du Vlaams Belang, est étranger à la pratique religieuse. Il n'y a pas de corrélation entre le degré de pratique religieuse et l'engagement. Je ne vois pas comment Bastiaan Belder du Staatskundig Gereformeerde Partij (SGP, un parti néerlandais fondamentaliste chrétien protestant) et Marine Le Pen pourraient se retrouver d'accord sur quoi que ce soit. A priori, il s'agit de deux mondes totalement différents».*

Si les questions éthiques semblent marginales en regard des nouveaux défis socio-économiques, elles sont en revanche porteuses d'une symbolique extrêmement forte.

Il reste qu'une Marine Le Pen renforcée va utiliser plus encore le Parlement européen comme caisse de résonance pour donner de la publicité à l'antislamisme qui constitue son fonds de commerce. Mais davantage qu'à la pasionaria du FN, c'est bien aux partis conservateurs classiques qu'il faut s'intéresser dès que l'on aborde les questions d'éthique, de valeurs, d'emprise du religieux sur la société. Le Parti populaire espagnol (PP), par exemple, émet des thèses extrêmement conser-

vatrices dès lors qu'il s'agit de droits des homosexuels ou de l'avortement. Idem pour le PIS (parti Droit et Justice) en Pologne –qui pourrait remporter les législatives en 2015. Soit autant de partis qui disposent de l'appui important de l'Église catholique et de l'Opus Dei.

Une chose est sûre: si les questions éthiques semblent marginales en regard des nouveaux défis socio-économiques, elles sont en revanche porteuses d'une symbolique extrêmement forte... *«J'ai été frappé en France par l'ampleur des manifestations tournant autour du Mariage pour tous, qui étaient incontestablement les plus importantes que l'Hexagone ait connues depuis le milieu des années 80, lorsque des centaines de milliers de personnes étaient descendues dans la rue pour contester une loi qui modifiait le statut des écoles libres, conclut Camus. À droite, depuis une trentaine d'années, les plus grandes mobilisations ont été celles motivées par la défense de l'école catholique et par la protestation contre le mariage des homosexuels. Avec, en sus, une partie de la hiérarchie catholique qui n'a pas hésité à s'exprimer, voire à participer aux manifestations les plus calmes et les plus dignes. Quant à la question de l'euthanasie, sans préjuger de ce que sera la révision de la loi Leonetti qui n'en est qu'au début, il y aura encore matière à controverse sans aller nécessairement jusqu'à la mobilisation contre le mariage pour tous.»* ✚

La face cachée de One of Us

Des sectaires religieux ont échoué à faire interdire l'avortement et la recherche sur les cellules-souches en Europe. Mais ils considèrent que ce n'est que partie remise. Qui sont vraiment ces groupes et quelle est leur puissance ?

Par Frédéric Soumois
Journaliste

Le 28 mai dernier, la Commission européenne a finalement refusé de donner satisfaction à l'initiative «One of Us», qui réclamait, avec près de deux millions de signatures, l'arrêt de toute activité «impliquant la destruction d'embryons» dans l'Union. Certes, le mouvement a perdu une bataille. Mais il est improbable que cette victoire fasse taire ce mouvement aux motivations religieuses et ultraconservatrices. D'autant que le Parlement né des dernières élections a basculé un peu plus du côté du conservatisme et des œillères éthiques. Ainsi, le 10 avril, quand Bruno Gollnisch a fait une déclaration tonitruante en soutien à «Un de nous», le Parlement européen ne comptait que trois députés Front national français. Aujourd'hui, le FN affiche 24 élus et est arrivé en tête dans son pays!

One of Us entendait que l'Union européenne cesse de financer des travaux sur les cellules souches embryonnaires au motif que l'embryon de 5 jours utilisé pour générer des cellules représentatives de tout l'organisme est, selon eux, un être humain à part entière, même à ce stade très précoce. Or, de



La Fédération Pro Europa Christiana, qui milite notamment contre la christianophobie rampante (ici en juin 2011, place du Luxembourg à Bruxelles), fait partie des soutiens à l'initiative One of Us.



Le ridicule ne tue pas : heureusement pour ces militants d'Alliance Vita, choqués par la légalisation du mariage pour tous.

ces recherches peuvent découler des applications fondamentales pour la médecine réparatrice ou régénérative. Des centaines de chercheurs de par le monde utilisent ces cellules, généralement issues de dons d'embryons surnuméraires après une fécondation in vitro, pour faire avancer des traitements de la maladie de Parkinson, de l'Alzheimer ou du diabète de type 2. Ces cellules, en quelque sorte «reprogrammées», pourraient aussi être à la base de solutions contre la cécité et certains types de cancers particulièrement destructeurs. Mais elles peuvent également servir de banc d'essai de qualité exceptionnelle pour de nouveaux traitements, sans devoir prendre le risque de nuire davantage à des patients déjà très affaiblis.

L'autre cible de «Un de nous», ce sont les politiques d'aide au développement de l'Union européenne : toute aide octroyée à un pays ou une organisation qui pouvait donner lieu, même indirectement, à un avortement, devait être interrompue au plus vite. Les arguments avancés par le collectif évoquaient très solennellement le «droit à la dignité de l'embryon» et la «dignité de l'être humain dès sa conception». «Aucun progrès ne peut être fondé sur la destruction de l'homme», proclamait Grégor Puppink, son porte-parole. Lors de son audition au Parlement européen, le 10 avril dernier, ce dernier s'était emballé, comparant son combat à la «lutte contre l'esclavage». Pas moins.

Pacte avec le diable

L'essentiel aujourd'hui est que la Commission, en repoussant cette initiative, a réaffirmé ses valeurs dans une longue réponse de 32 pages, qui dispose notamment que «toute proposition faisant intervenir des cellules souches embryonnaires humaines est l'objet d'une évaluation scientifique conduite dans le cadre d'un examen international indépendant. Cette évaluation examine la nécessité d'utiliser de telles cellules pour atteindre les objectifs scientifiques. Chaque proposition doit également être soumise à un examen éthique rigoureux». Sur le soutien au planning familial, elle souligne également que «l'une des causes de mortalité maternelle est la pratique d'avortements non sécurisés, lesquels représentent quelque 16% de ce type de mortalité, soit 47 000 décès chaque année, presque exclusivement dans les pays en développement. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'intervention la plus efficace pour réduire les grossesses non désirées et les avortements provoqués consiste à améliorer l'accessibilité des services de planification familiale et l'efficacité du recours à la contraception. Le nombre d'avortements pourrait ainsi diminuer». Fallait-il le souligner à nouveau ? Sans doute. Malgré cette première défaite, saluée de milliers de messages haineux sur la Toile, les soldats de One of Us ont annoncé des recours auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, jugeant la réponse de la Commission «hypocrite et dédaigneuse». Il serait dangereux de les sous-estimer.

Mais qui sont vraiment ces extrémistes de l'éthique qui veulent imposer

leur conception de la vie à des millions de citoyens, dont l'une des responsables publiques, Ana Del Pino, se déclare opposée à l'avortement «dans tous les cas, [...] même en cas de viol»? Une organisation, le Forum parlementaire européen, a étudié de près cette galaxie de mouvements. «Un de nous» semble avoir réussi à fédérer autour d'une bataille commune une multitude d'organisations ou de groupes très conservateurs, plus ou moins radicaux. L'association de Christine Boutin, Alliance Vita, a été l'un des fers de lance de la mobilisation française, tout comme les associations familiales catholiques ou le comité protestant évangélique pour la dignité humaine. Grégor Puppink lui-même est surtout à la tête d'une organisation basée à Strasbourg, l'European Center for Law and Justice, émanation du Centre américain pour le droit et la justice créé par le télévangéliste protestant Pat Roberstson, pour le moins radical et souvent surprenant (il a déclaré par exemple que le tremblement de terre à Haïti était une des conséquences du pacte passé entre les habitants de l'île et... le diable en personne).

Fondamentalisme hollandais

Le Vatican, par la voix du pape François, a soutenu l'initiative «Un de nous» à la suite de Benoît XVI. Recevoir le soutien officiel du Vatican a certainement dopé la puissance de conviction du groupuscule extrémiste. Mais selon Neil Datta, le secrétaire du Forum parlementaire, il serait faux de croire que seuls les catholiques extrêmes alimentent «Un de nous» : il s'agit d'un

agrégat de trois grandes familles qu'il qualifie d'«antichoix»: «*Il y a les catholiques, proches du Saint-Siège. Ils sont démocrates mais, sur ces questions de société, ils tiennent une position extrémiste. Le second groupe est celui des protestants traditionalistes et des catholiques du Nord (pays nordiques ou Irlande) qui ont l'habitude de travailler ensemble et ont créé leur propre structure, European Christian Political Movement.*»

Un mouvement qui réunit des (petits) partis politiques et des organisations qui se battent pour imposer des préceptes chrétiens, comme la «*protection de la dignité humaine supérieure à la liberté individuelle*», au sein des institutions européennes. «*On y trouve des tout petits partis*, ajoute Neil Datta, *comme le SGP aux Pays-Bas.*» Un parti qui, au sein d'une coalition avec le CU (coalition chrétienne), vient de décrocher deux sièges au Parlement européen. Le SGP est fondamentaliste et notamment favorable à l'établissement d'une théocratie.

Enfin, la troisième famille que distingue Neil Datta est celle des «extré-

mistes» purs et durs. On parle ici d'organisations extrémistes religieuses flirtant avec le sectarisme, comme Tradition, Famille, Propriété. Amateur de croisades et défenseur des «valeurs traditionnelles» de la chrétienté, ce mouvement fut considéré comme susceptible de dérives sectaires par la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires. Tradition, Famille, Propriété fait partie d'une coupole européenne, la Fédération Pro Europa Christiana, où l'on tente d'exercer un lobby «provie» à Bruxelles et qui s'oppose, par exemple, au divorce. Aussi modernes dans leurs moyens d'expression (sites internet, réseaux sociaux) qu'ils sont rétrogrades dans leur conception éthique, ces groupes obtiennent un impact démesuré par rapport à leur poids numérique réel. Compter sur le «bon sens» de la majorité et ne pas riposter, avec des moyens comparables, à leur campagne de désinformation, c'est prendre le risque d'un jour devoir marcher en rue pour protester contre des droits fondamentaux qui auront été corsetés ou vidés de leur essence. 🕯

«Espace de Libertés» vous emmène au théâtre!

Grâce à notre partenariat avec le Théâtre de Poche, nous avons le plaisir de vous proposer 10 x 2 places pour assister à l'avant-première du spectacle *Perplexe*, le 13 octobre à Bruxelles.

Une bonne occasion de ne pas sortir idiot, la programmation du Poche laissant rarement indifférent et suscitant de saines interrogations qui réjouissent les libres examinateurs.

Les 10 premiers qui appelleront le 02 627 68 27 et donneront le mot de passe «Perplexe au Poche» empocheront (c'est le cas de le dire) deux invitations. Bonne soirée!



L'idée est intéressante, mais pas sûr que cela suffise.

Y a d'la philo dans l'air

«Espace de Libertés» vous invite à un vagabondage philosophique au gré de signatures réputées, dans une réflexion autour de quelques sujets agitant la laïcité au sens large.



Y a d'la philo dans l'air

À l'heure où l'on réclame à cor et à cri l'enseignement de la philosophie dans nos écoles (où il fait cruellement défaut), il nous a paru opportun d'instiller une dose de philo dans nos pages mensuelles. Au départ, l'idée était de faire le point sur les nouvelles tendances de la pensée actuelle. À l'arrivée, nous avons laissé les auteurs s'exprimer librement dans un cadre certes ébauché mais non contraignant.

Espace de Libertés vous invite donc à un vagabondage philosophique au gré de signatures réputées, dans une réflexion autour de quelques sujets agitant la laïcité au sens large. Le libre examen, l'humanisme, la démocratie, la morale, la laïcité elle-même, la pensée politique et, tendance interpellante de la philo actuelle, l'animalité...

Un bouquet d'idées qui fleurira longtemps si nous en prenons soin...

Yves Kengen
Rédacteur en chef

Existe-t-il une philosophie de la laïcité?

L'idéal de laïcité n'est solidaire d'aucune philosophie en particulier. Il recueille tout ce qui, dans les philosophies, manifeste une adhésion à la liberté, à la raison, au souci de vérité, à la justice et à l'égalité comme fondements de la cité.

Par Henri Peña-Ruiz
Philosophe¹

On pourrait être tenté de dire que la philosophie de la laïcité, c'est toute la philosophie. La philosophie se comprend alors comme la forme libre et réfléchie de la culture universelle, qui s'efforce de mettre à distance l'illusion du moment et les préjugés du lieu. C'est l'art de prendre soin de ses pensées, de telle façon qu'elles s'affranchissent des limites de l'expérience vécue. C'est le projet renouvelé sans cesse d'une lucidité agissante, qui ne peut transiger avec les exigences du vrai, quoi qu'il en coûte.

Dialectique des émancipations

Il y a dans l'idéal laïque un pari généreux sur une certaine idée de l'homme et de la société, sur la raison et les Lumières. Ce pari met en correspondance l'accomplissement du meilleur de l'humanité en chaque homme et l'organisation de la vie commune qui le permet. Tenter de définir la philosophie de la laïcité, ce n'est pas se lancer dans une profession de foi partisane, mais s'efforcer de recueillir dans le patrimoine de la pensée critique tout ce qui peut fixer les exigences et les repères d'un tel pari. Descartes et Spinoza, Kant

et Hegel, Condorcet et Marx, mais également Locke et Hume, Averroès et Bayle, Nietzsche et Sartre, pour ne citer qu'eux, s'inscrivent dans un tel patrimoine. Si chaque penseur semble mettre l'accent sur un registre d'émancipation, il faut s'attacher à montrer l'importance de ce registre au regard de ce qui lui fait obstacle. Et esquisser l'architecture d'une dialectique générale des émancipations, où chacune prend sa place, même s'il faut assigner alors ses éventuelles limites. On se souvient que pour redresser un bâton tordu on le courbe dans l'autre sens. Ainsi, une démarche qui peut paraître unilatérale et abstraite au mauvais sens du terme reçoit son sens authentique. Voir les choses ainsi, c'est échapper à l'éclectisme sans principe, et rendre raison de l'apport de chaque grande philosophie à une pensée de la liberté universelle.

Pour l'exemple, si Descartes insiste sur le caractère fondateur du sujet pensant et de la conscience libre qui le définit, c'est bien pour contester le principe d'autorité dont dérivent bien des obscurantismes. Le principe de raison et de libre examen, source d'émancipation

¹ Dernier ouvrage paru : *Dictionnaire amoureux de la laïcité*, Paris, Plon, 2014, 850 p.



des individus comme des sociétés, doit quelque chose d'essentiel à cette philosophie, qui étend l'expérience intérieure de la liberté à la conduite de la vie. Et si Spinoza fait observer que la puissance de comprendre se proportionne à la puissance d'agir qu'elle nourrit à son tour, c'est pour rappeler que le sujet libre et maître de ses pensées ne se construit que dans les conditions qui favorisent son accomplissement. Deux démarches qu'on oppose trop souvent, alors qu'elles ont toutes les deux leur vérité, car elles rendent manifestes des exigences également légitimes. On pourrait faire un raisonnement similaire, par exemple, pour le rapport de Hegel à Kant ou de Marx à Hegel.

Au cœur de la laïcité, il y a l'idée de générosité, telle que Descartes la définit et

telle que Spinoza la reprend pour en faire un principe de concorde active. Selon cette idée, l'homme s'affirme comme tel dans le libre usage qu'il fait des choses qu'il n'a pas d'abord choisies, et dans le courage d'assumer cette liberté. Ce qui le situe par principe au-dessus des coutumes et des croyances particulières, des appartenances et des intérêts exclusifs. Cette transcendance lui permet de garder la maîtrise de ses pensées, et d'assumer toute croyance avec la distance intérieure dont les stoïciens faisaient le principe même de la liberté. La générosité, qui délivre en quelque sorte du soi subjectif sans le nier, peut alors ouvrir l'individu à la société. La liberté prend sens pour l'autre comme pour soi-même, et l'égalité ainsi affirmée vivifie le lien social pour qu'à son tour il nourrisse l'accomplissement individuel.

Bref, oser pour l'autre ce que l'on veut pour soi, c'est se délier suffisamment de ses appartenances pour que l'universel soit à la fois horizon et source d'humanité. Cette générosité est le meilleur antidote au fanatisme et à l'intolérance, mais également à toute volonté de privilèges revendiqués au nom d'une option spirituelle particulière. Dans une telle perspective, la refondation laïque du lien civique et politique décline comme naturellement ses principes : liberté de conscience, égalité de tous, universalité de la loi commune et des institutions publiques, dévolues au seul bien commun.

Assurer le libre choix

Trois principes philosophiques animent l'idéal laïque. Premier principe : la liberté de conscience approfondie en autonomie, irréductible à la simple indépendance : la faculté de se donner à soi-même sa propre loi se décline alors dans les différents registres de la liberté, dont la maîtrise personnelle du jugement, notamment, constitue un registre essentiel. Second principe : l'égalité de droits des hommes, sans discrimination ou privilège résultant de l'option spirituelle qu'ils adoptent : les divers croyants, les athées, et les agnostiques, doivent être traités de la même manière par le droit qui organise la vie commune. Troisième principe : l'intérêt général comme raison d'être exclusive de la loi commune.

La laïcité n'est donc pas une option spirituelle parmi d'autres, mais le fondement et la condition de possibilité de l'inscription des options spirituelles dans un horizon de paix et d'universalité. Celui-ci dépasse et situe

chacune d'entre elles, sans disparaître lui-même sous la guerre des dieux, ou sous l'affrontement des éthiques de vie. Marianne n'a pas à arbitrer les croyances ou les conceptions de la vie bonne : elle doit assurer à chacun la possibilité du choix autonome de son option spirituelle comme de son mode d'accomplissement, dans le respect de la loi commune. La sphère privée reçoit ainsi sa meilleure garantie, sans que l'État républicain reflue pour autant dans la version minimaliste dont rêvent les adeptes de l'ultralibéralisme économique.

La laïcité, c'est la mémoire vive de l'unité de l'humanité en deçà des différences ou, dit autrement, l'horizon qu'elle préserve par-delà ces mêmes différences. Celles-ci ne sont donc pas niées, mais invitées à observer un certain régime d'affirmation, compatible avec l'unité de la loi commune qui est garante d'égalité. L'union laïque appelle, avec Spinoza et Hegel, une nette séparation de l'État et des « ministres du culte » ou des Églises. Son corollaire est la distinction de la sphère publique et de la sphère privée, également pensée par Locke et Rousseau. Elle fait signe, avec Kant, vers l'autonomie de jugement et la lucidité intérieure qui distingue le registre de la croyance et le registre de la connaissance. Elle disjoint le droit et la religion, avec Kant et Spinoza également, tout comme elle rompt le rapport obligé de la moralité et la croyance religieuse, notamment avec Hume. Elle peut s'éclairer, par exemple avec Hegel, d'une pensée des médiations qui permettent de s'élever à l'universel à partir du particulier, sans nier celui-ci, mais en s'affranchissant de ses limites.

Droits et principes universalisables

Ces thèses philosophiques ont des implications juridiques : séparation de l'État et de toute Église, neutralité de la sphère publique –qui doit rester aconfessionnelle–, émancipation du droit par rapport à toute vision du monde particulière et à la normativité qu'elle imposerait. Il s'agit de donner toute son amplitude à la liberté de définir l'éthique de vie personnelle, en évitant toute valorisation privilégiée d'un modèle d'accomplissement. La sphère privée est alors libérée de toute tutelle.

La laïcité n'est pas un «produit culturel» et sa philosophie ne peut s'inscrire dans les limites d'un territoire ou une histoire. Benito Juárez, Thomas Jefferson, Mustapha Kemal dit Atatürk, Gandhi, Jean Macé, Jaurès, entre autres, en ont incarné l'esprit dans des contextes différents. Si l'Europe veut incarner un espace de droits et de principes universalisables, la laïcité n'a pas à y être relativisée au nom d'un héritage culturel et religieux particulier, qui laisserait en dehors d'elle les déshérités issus d'autres ères culturelles, ou tout simplement les agnostiques et les athées qui ne se reconnaissent guère héritiers de cet héritage-là.

La philosophie de la laïcité a partie liée avec la dynamique de la culture humaine. Il s'agit d'oser le pari laïque de la liberté et de l'égalité, comme de la distance à soi qui fait que tous peuvent vivre leurs «différences» sans s'aliéner à elles. C'est cette distance à soi de la tradition que représente la laïcité, incarnant la dimension active de la culture comme processus d'accomplissement par dépass-

sement, *bildung* (formation) et non *kultur* (tradition de référence). Conquise avec difficulté, comme la reconnaissance des droits de l'homme, elle atteste ce que Hegel appellerait le processus d'universalisation de la liberté, mais aussi de l'égalité de principe de tous les êtres humains, sans discrimination de sexe, ou d'option spirituelle.

Sur le plan des registres de la conscience, la distinction entre foi et savoir doit être alors portée à sa réappropriation lucide : on peut bien croire, ou conjecturer, mais on doit savoir que l'on croit et en tirer les conséquences aussi bien pour soi-même que pour le rapport à autrui. Cette réflexivité se comprend du point de vue de la raison. Celle-ci ressaisit chaque registre de la conscience et de la vie intérieure dans sa spécificité différentielle, soit qu'elle leur attribue des objets distincts, comme chez Kant, soit qu'elle voit en eux des modalités distinctes du rapport à un même objet, comme chez Hegel. L'un et l'autre font une place à la religion ; mais l'un et l'autre entendent abolir ce que Kant appelait «*la distinction humiliante des clercs et des laïques*». L'esprit de tolérance, comme disposition éthique, est à ce prix ; mais il n'implique aucunement de renoncer à critiquer les croyances et les convictions, car le respect des croyants n'implique nullement la soustraction de leurs croyances à l'esprit critique et à ses manifestations. C'est un certain régime d'affirmation des croyances et des convictions, tel qu'il respecte la sphère publique en sa vocation universelle, que requiert la laïcité, et non leur élimination pure et simple. †

La morale laïque contre l'«ennemi intérieur»

Le projet de faire revenir la morale à l'école en France est devenu une obsession à droite comme à gauche¹. Le dernier en date de ces projets, celui de l'ancien ministre Vincent Peillon, présenté à la rentrée 2012, se distinguait surtout par son appellation. Ce n'est pas la morale qui sera enseignée, mais la morale «laïque». Ce projet est aussi confus que les précédents.

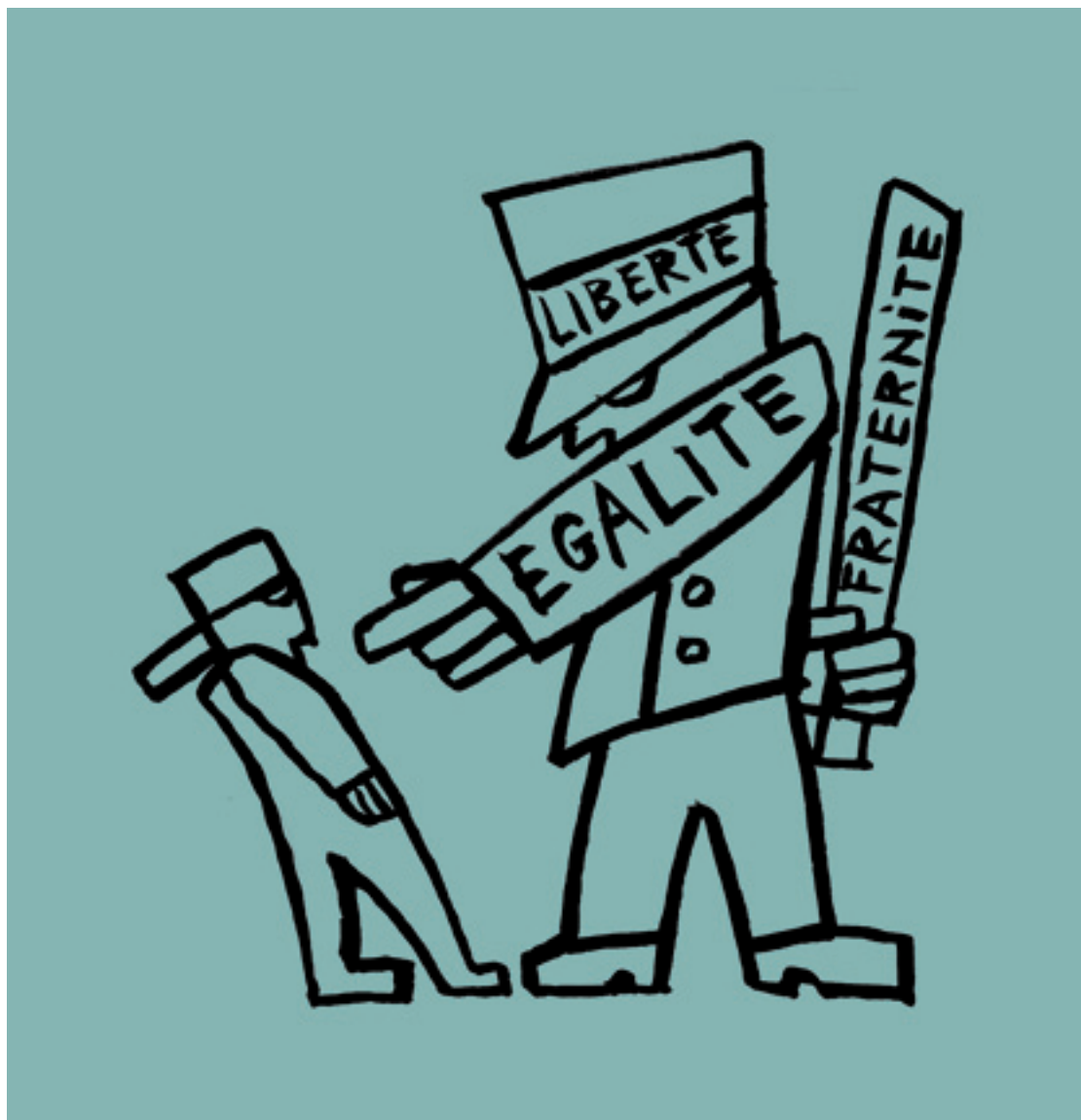
Par Ruwen Ogien
Philosophe

Derrière l'idée de morale laïque, comme l'ancien ministre de l'Éducation la conçoit, il y a la croyance que si on laisse les enfants réfléchir rationnellement, penser librement, en dehors de tout dogme religieux ou politique, ils reconnaîtront nécessairement la grandeur des «valeurs de la République» : solidarité, altruisme, générosité, dévouement au bien commun, etc. Cette croyance est naïve. La raison est malheureusement insuffisante pour justifier les «valeurs de la République». Même si c'est regrettable, la réflexion rationnelle peut parfaitement aboutir à rendre attrayantes des valeurs comme l'égoïsme, la concurrence acharnée, la récompense au mérite, et même l'argent. On peut rejeter ces valeurs au nom du «vivre ensemble», mais on ne peut pas dire qu'elles soient irrationnelles.

Le projet de l'ancien ministre de l'Éducation confond la question du juste et celle du bien. La première concerne

nos rapports aux autres : dans quelle mesure sommes-nous respectueux, équitables, etc. ? La seconde est différente. Elle est celle de savoir ce qu'on va faire de soi-même : du style de vie qu'on veut mener, du genre de personne qu'on doit être, des ingrédients de la vie «bonne» ou «heureuse». Faut-il être un épargnant raisonnable ou un flambeur ? Un lève-tôt qui essaie d'en faire le plus possible, ou un lève-tard qui essaie d'en faire le moins possible ? On peut concevoir un certain accord entre tous les citoyens sur l'importance du respect d'autrui, de l'équité ou de la réciprocité dans les relations interpersonnelles, c'est-à-dire du juste. C'est plus difficile à envisager pour le bien personnel, la vie bonne ou le sens de la vie. Pour éviter d'imposer des conceptions controversées du bien personnel à l'école, seule l'instruction civique, qui ne s'engage pas de ce point de vue, devrait y être envisagée. L'enseignement de la morale, au sens de l'éducation à la vie bonne ou heureuse, ne devrait pas y avoir de place. Bref, le projet est si bancal intellectuellement

¹ Béguin François, «1882-1912 : L'éternel retour de la morale à l'école», dans *Le Monde*, 3 septembre 2012.



qu'on est bien obligé de se poser des questions sur le but qu'il vise vraiment.

Liberté, égalité, fraternité

Autrefois, les cours de morale étaient censés préparer les enfants de la République à devenir de braves petits soldats, courageux et disciplinés, bouleversés à la vue du drapeau national,

connaissant *La Marseillaise* par cœur, et prêts à verser l'«impôt du sang» pour défendre la patrie contre ses ennemis extérieurs.

Aujourd'hui, l'enseignement de la morale semble plutôt dirigé contre un ennemi intérieur, une classe dangereuse qui ne partagerait pas les «valeurs de la République». Lorsque

Vincent Peillon proclamait un peu partout dans la presse qu'il était nécessaire de restaurer un enseignement de morale «laïque» à l'école, ce n'était évidemment pas parce qu'il s'inquiétait de l'immoralité des élèves de Louis-Le-Grand ou d'Henri-IV! Le projet était plutôt dirigé contre les «barbares» des quartiers défavorisés. Il visait aussi à séduire ceux que le flot de propos alarmistes sur la violence scolaire et la «montée de l'intégrisme» inquiétait ou effrayait. Avec son projet de morale «laïque», l'ancien ministre de l'Éducation nationale consacrait ainsi l'hégémonie de la pensée conservatrice sur le sujet de l'école, comme d'autres ministres de gauche l'ont consacrée, par leurs déclarations, sur les questions du travail sexuel, de l'homoparentalité, de l'immigration et de la sécurité.

Finalement, lorsqu'on s'interroge sur la possibilité même d'enseigner la morale dite «laïque» à l'école, on ne peut pas éviter de se poser des questions plus générales sur le contexte dans lequel les professeurs sont censés inculquer les valeurs suprêmes de la République: liberté, égalité, fraternité. Comment un enseignement de la fraternité pourrait-il être dispensé dans le contexte d'un système qui cultive la concurrence acharnée entre les élèves et les établissements scolaires? Comment un enseignement de la liberté et de l'égalité pourrait-il être donné dans le contexte d'une institution organisée comme une armée, outrageusement centralisée et hiérarchisée, où les enseignants souffrent plus, finalement, de mépris et du contrôle permanent de leurs supérieurs que des provocations de leurs élèves?²

Ce qu'il faudrait pour améliorer les choses, ce n'est pas plus d'autorité, de surveillance, de contrôle, mais plus de démocratie à tous les niveaux.

Pour certains observateurs que l'état présent de l'école en France préoccupe, ce qu'il faudrait pour améliorer les choses, ce n'est pas plus d'autorité, de surveillance, de contrôle, mais plus de démocratie à tous les niveaux. En ce qui concerne les conduites «anti-sociales» à l'école, par exemple, ils constatent que les établissements dans lesquels les élèves participent à l'élaboration du règlement intérieur sont, par la suite, les moins exposés aux actes de violence³. Cette hypothèse n'est probablement pas acceptée par tout le monde, mais elle mérite d'être explorée.

En tout cas, s'il fallait choisir entre deux moyens de rendre l'école plus satisfaisante pour ses membres, enseignants et élèves, ou bien introduire plus de démocratie à tous les niveaux, ou bien restaurer un cours de morale laïque, je n'aurais personnellement aucune hésitation.

Ce ne serait pas le cours de morale! 🗣️

2 Goyet Mara, «À l'école des bureaucrates», dans *Le Monde*, 7-8 octobre 2012.

3 Fize Michel, propos rapportés dans «Prof : un métier à risques», mis en ligne le 17 septembre 2012, sur www.direct-matin.fr.

Après l'humanisme : hériter, repeupler

C'est un projet d'anthropologie qui donne aujourd'hui le ton des grands enjeux de la philosophie contemporaine. Dans «Enquête sur les modes d'existence. Une anthropologie des modernes»¹, le sociologue français Bruno Latour interroge la capacité que «nous autres, modernes» avons à rendre justice tant à nos propres pratiques qu'aux «autres» collectifs afin de pouvoir faire face à ce qu'Isabelle Stengers appelle «le temps des catastrophes [écologiques]».

Par Aline Wiame
Chargée de recherche du FNRS en philosophie à l'ULB

Face à des périls dont nous ne connaissons pas le vrai visage, l'heure n'est pas à la philosophie «en chambre» : il s'agit d'hériter de ce que la modernité a relégué dans ses marges, avant qu'il ne soit définitivement, irréversiblement trop tard.

Et hériter signifie d'abord repeupler. Les modernes, pour pouvoir agir sur le monde, l'avaient simplifié à outrance, faisant de la nature une étendue sans qualités : un corps physico-mathématique manipulable à l'envi. L'homme se retrouva alors très seul. Non seulement il s'isolait des autres êtres dans le silence effrayant des espaces infinis pascaliens, non seulement ses propres affects devenaient suspects d'un subjectivisme impuissant face à la dure réalité mécaniste, mais en plus lui-même devenait une bien pauvre abstraction.

Penser, peupler et hériter

«L'homme» de l'humanisme classique s'est peu à peu transformé en concept fantôme qui mange ses propres enfants.

Étalon majoritaire—individu blanc mâle chrétien européen ou américain hétérosexuel habitant des grandes villes, pour paraphraser Gilles Deleuze—, cet homme-là était à la fois universel dans l'idéal et exclu dans la réalité, idée aveugle et impuissante si pas coupable face à l'esclavage, au colonialisme, au sexisme, à l'exploitation des sans classe, sans terre, sans voix.

Repeupler, alors, revient à faire exister ceux que le discours moderne a laissés aux marges de ses cartes conceptuelles. Les dernières décennies du XX^e siècle ont ainsi vu se multiplier, outre-Atlantique, les études relatives à ceux relégués dans l'ombre de l'homme blanc : *critical studies* (études critiques de la société marchande), *postcolonial studies* ou *critical philosophy of race, gender studies*², éthique du «soin» aux personnes fragilisées, activités exclues des statistiques socio-économiques), *animal studies*, etc. Les tendances les plus intéressantes de ces champs de recherche

interdisciplinaire ne se contentent pas de décrire la «femme du grand homme» ou le système esclavagiste/postcolonial qui lui permettra de boire son café. Au contraire, elles montrent comment les existences singulières de tous ces «autres» modifient de fond en comble ce que signifient agir et penser, peupler et hériter.

Posthumanisme

La philosophe féministe américaine Donna Haraway parle ainsi de «faire monde» (*worlding*) lorsqu'elle propose des tactiques philosophiques à venir. Il s'agit de ne pas se contenter de la figure traditionnelle de l'humain pour penser ce qui nous arrive, mais de prendre en compte l'intrication des humains avec

tout ce qui les fabrique : les cellules et les animaux, les minéraux et les machines. En soulignant la malléabilité des lignes qui nous séparent de nos autres, Haraway entend augmenter notre puissance de penser et d'agir, et substitue au règne sans partage de la démonstration logique un art des récits créateurs de possibles.

Ces récits spéculatifs là sont parfois dits «posthumanistes». Le posthumanisme ne signifie pas la mort littérale de l'homme, mais bien une nécessité de décentrement par rapport au cadre restreint de l'humanisme pour faire place aux autres êtres qui, en peuplant la terre, nous peuplent également. Ce dépassement ne concerne pas que la philosophie sociale ou politique ; il exige



1 Paris, La Découverte, 2012, 504 p.

2 Le genre est le produit des facteurs culturels, historiques, économiques et idéologiques qui façonnent nos visions du masculin et du féminin, et pas, comme le prétendent ses opposants autoproclamés, une idée miracle capable d'affranchir les identités sexuées de tout ancrage biologique.

beaucoup également de la métaphysique. Car ce que nous appelons «être» devient encore plus complexe, encore plus pluriel qu'auparavant.

C'est ainsi que l'humain, pour hériter dignement du monde qui lui est légué, doit peupler le cœur même de la pensée de tous ces êtres non humains sans lesquels il ne tiendrait pas debout. Penser par le non humain devient le leitmotiv de courants philosophiques divers. Une première tendance va ainsi refuser toute forme de subjectivité : en témoigne le best-seller philosophique *Après la finitude*, de Quentin Meillassoux³, qui met en évidence la temporalité géologique nous intimant de penser un monde sans nous, et sans sujet de référence. Une seconde tendance (avec, par exemple, David Lapoujade et Pierre Montebello) développera une pensée du non humain en explorant des formes élargies de conscience, qui dépassent la conscience intentionnelle «classique» décrite par

les phénoménologues. Une dernière tendance, enfin, sera multiperspectiviste, et prendra en compte l'existence de multiples foyers de subjectivité singuliers, qu'ils soient humains ou non humains. Outre Bruno Latour et Isabelle Stengers, déjà cités plus haut, on mentionnera l'ouvrage à paraître de Didier Debaïse, intitulé *Philosophie de l'importance*, qui interroge la manière dont des entités non humaines peuvent exprimer une subjectivité singulière.

La pluralité des perspectives déployées par les êtres humains et non humains est l'une des clés pour répondre à la question : comment hériter dignement du monde qui nous a précédés ? Sous le vernis trop univoque des idéologies et discours officiels, c'est la multiplicité des pratiques qui se sont inventées, la multiplicité des êtres qui se sont déployés à l'ombre de la modernité, qui nous donneront forces et ressources pour repeupler la terre. 🌱

3 Essai sur la nécessité de la contingence, Paris, Éditions du Seuil, 2006, 180 p.

Notre illustrateur du mois : Olivier Wiame

Après des études en communication graphique à La Cambre, Olivier Wiame se lance, en 1981, dans la création d'affiches culturelles, entre autre pour le Théâtre de Poche de Bruxelles. Il réalise depuis la plupart des affiches de ce théâtre mais aussi celles de l'association de coopération artistique La charge du rhinocéros avec qui il collabore depuis de nombreuses années.

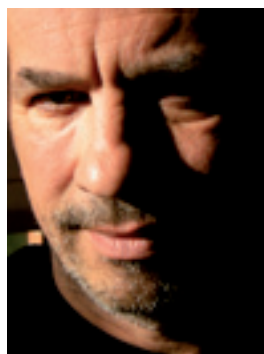
Dès 1982, il est l'assistant de plusieurs scénographes dont Bob Ringwood et Mark Thomson. La scénographie devient dès lors rapidement son activité principale tant en Belgique qu'à l'étranger.

Il se rend au Burkina Faso avec le spectacle *Allah n'est pas obligé...* de Amadou Kourouma, en Haïti pour la création du Festival 4 chemins, en RDC pour plusieurs spectacles et ateliers avec des acteurs locaux.

Parallèlement, il poursuit une recherche personnelle en dessin et gravure.

Dernière exposition en date : «Premier mais» à la galerie Gillet Comblain de Bruxelles.

Aujourd'hui, Olivier s'alarme du devenir de l'affiche culturelle compte tenu des coupes sombres dans les subsides à la culture et le coût exorbitant des espaces d'affichage, la publicité ayant conquis un espace public bradé à des multinationales de la communication.



Les enfants, ces « sujets pensants »

En matière de «philosophie avec les enfants», quels sont les critères qui nous permettent de nous repérer, nous, les profs, tant en ce qui concerne la pédagogie que le contenu ? Ou encore, que voulons-nous faire, quels sont nos buts ?

Par Hélène Schidlowsky
Professeure de philosophie à la Haute École Francisco Ferrer

En plus de vingt années de pratique en tant que formatrice en «philosophie avec les enfants» et professeure de cette discipline, mon propos et ma conviction n'ont pas changé. Chaque fois que je commence un cours ou une formation, les mêmes questions et préoccupations m'animent : «Que peut la philosophie pour l'enfant ?». Pourquoi et comment amener les enfants à penser au sens philosophique du terme ? Quel est l'enjeu pour eux ?

Le sens du bonheur

La réponse reste toujours pareille : les aider à construire du sens, dans la relation à eux-mêmes, à l'autre et au monde. C'est la construction de ce sens qui peut leur donner accès à un certain bonheur.

Au centre donc, le bonheur, construction d'un bonheur individuel et collectif ; il s'agit d'aider l'enfant à construire son bonheur.

Le bonheur, non pas de surface, mais stable, profond et substantiel, est dans la philosophie, dans l'acte

de la pensée philosophique en ce qu'elle permet une certaine «maîtrise», symbolique, bien sûr. (Le philosophe ou apprenti philosophe n'est pas toujours boutonneux.)

La construction d'un bonheur collectif passe par l'activité philosophique en «communauté de recherche», selon la formule de Matthew Lipman, comme condition de possibilité et lieu d'apprentissage d'un véritable vouloir démocratique et d'une habitude de pratique démocratique.

La perspective dans laquelle je me situe est résolument eudémoniste : la philosophie comme bonheur, celui présent dans l'activité de la pensée et la conscience de cette activité et comme condition d'un agir heureux (dignité). Comme le dit André Comte-Sponville, penser sa vie et vivre sa pensée.

Fidèle à Lipman

Mais qu'est-ce que penser ? Et comment amener les enfants à penser ? Il est évident qu'il ne s'agit pas d'un

savoir, il s'agit d'un acte, d'une pratique. Je reste fidèle, aujourd'hui encore au programme de Matthew Lipman. Et ce pour deux raisons.

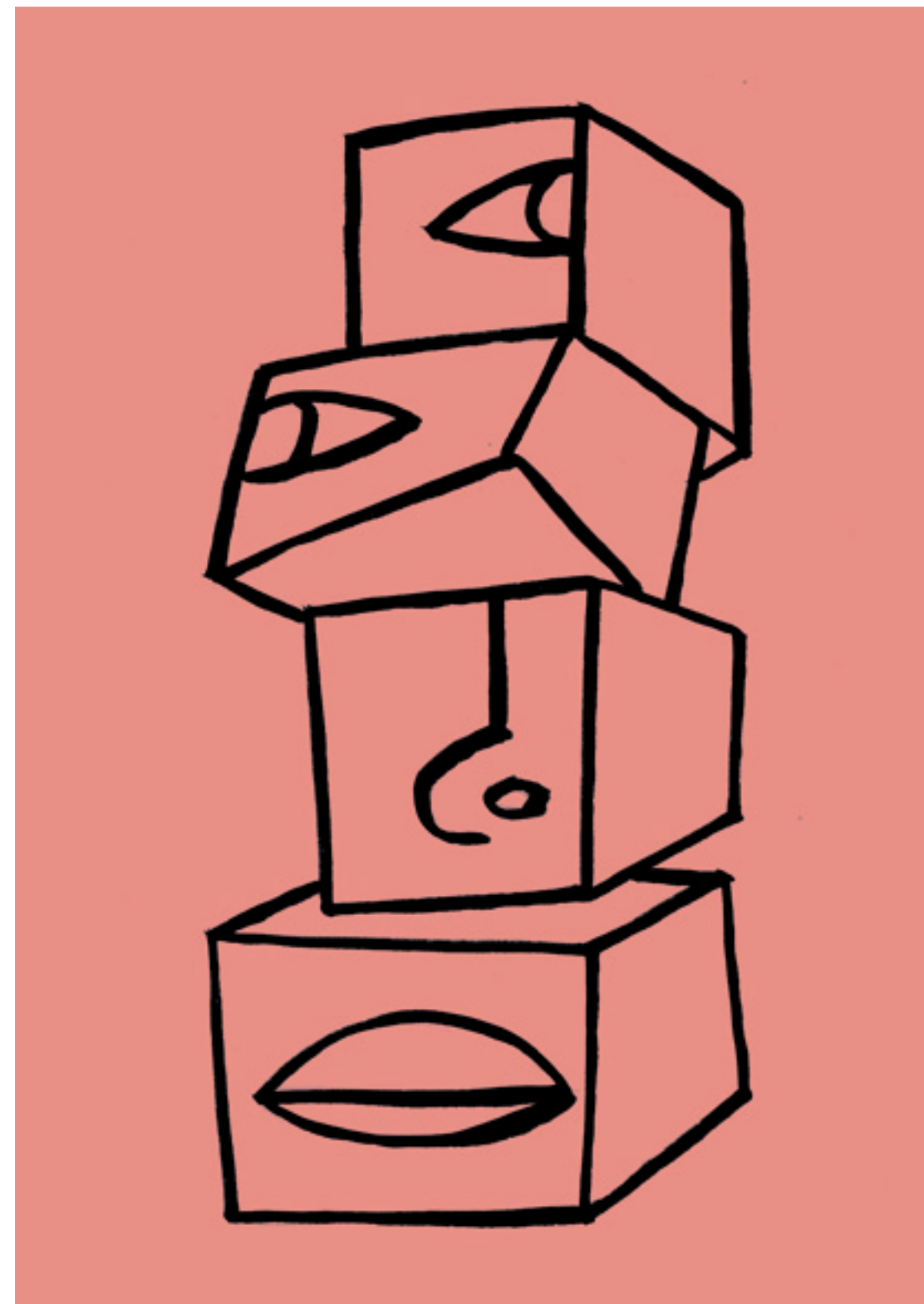
La première est qu'il y a aujourd'hui nombre de démarches qui visent à faire de la philosophie avec les enfants, mais peu se sont autant préoccupées de la formation du « professeur-animateur-guide » que Matthew Lipman. Il y a pour lui une disposition particulière du « professeur-animateur-guide » qui doit être travaillée afin de permettre aux enfants de se construire et de construire leur pensée. La capacité de l'animateur à entendre l'enfant là où il est, et ce, inconditionnellement, quel que soit l'enfant et quel que soit l'état de sa pensée, nécessite un apprentissage et une mise en retrait de soi-même. Cette formation de l'animateur est pour moi un élément fondamental dans la pratique. L'animateur doit être capable d'avoir très précisément à l'esprit le devenir et l'enjeu de sa pratique ainsi que les règles éthiques de celle-ci. Par ailleurs, on ne peut s'improviser praticien ; il faut pour cela avoir « travaillé » en « communauté de recherche » et donc avec d'autres praticiens ou futurs praticiens un thème aussi fondamental que celui « qu'est-ce que penser ? », « quelles sont les conditions d'une pensée juste ? » « qu'est-ce qu'une pensée critique ? » et « qu'est-ce qu'une pensée créatrice ? », etc. Tous ces aspects sont fondamentaux. Il y a tout un travail de rigueur à faire sur sa propre pensée pour aider l'enfant à construire la sienne. Ainsi

donc la formation telle qu'elle est entendue par Lipman est à cet égard déterminante.

La deuxième raison est que Matthew Lipman et ses collaborateurs ont élaboré un programme de philosophie pour chaque classe d'âge, avec notamment une connaissance approfondie de la pédagogie et une volonté rigoureuse d'aider l'enfant à « *penser par lui-même* », c'est-à-dire à penser, mais toujours dans la conscience aiguë de ce que l'on ne peut penser sans l'autre¹. Il est tout simplement impossible pour un animateur de « reconstruire » tout ce programme, fait d'exercices et de discussions.

Pour autant, je ne suis pas adepte d'une orthodoxie et d'une orthopraxie terroristes. Je travaille avec mes étudiants une compétence dont certains estiment qu'elle n'est pas déterminante pour Lipman. Pour moi, elle est fondamentale : la compétence esthétique. Celle-ci ouvre tout simplement au « beau » (notamment) faisant ainsi mienne la pensée de Dostoïevski : « *La beauté sauvera le monde.* »

¹ Ce point mériterait un développement que je n'ai pas la place de proposer ici.



Des vertus humanistes de la bête

Le poète français Paul Valéry écrivait dans « La Soirée avec Monsieur Teste » : « La bêtise n'est pas mon fort ». Être bête, c'est être primitif, dénué de rationalité et de sensibilité, bref c'est être animal. Or, non seulement les bêtes sont très loin d'être bêtes, mais le rapport homme/animal devient peu à peu une question centrale, tant sur le plan intellectuel que sur celui des attitudes pragmatiques vis-à-vis de notre environnement.

Par Jean Cornil
Essayiste

« L'homme est un animal enfermé à l'extérieur de sa cage. Il s'agit hors de soi. »

Paul Valéry

Par notre mode de vie de plus en plus urbanisé, nous perdons progressivement le contact avec la nature et avec le monde agricole. Comme l'exprime si bien Michel Serres, la grande mutation civilisationnelle, c'est le passage en moins d'un siècle d'un univers rural rythmé par les cycles des jours et des saisons et par des traditions immémoriales à l'affairement perpétuel de l'existence industrielle de la cité. Dans cette brisure des mœurs, l'animal est un curseur. Attachement, fascination et exploitation.

L'homme, ce superhéros

La frontière entre humanité et animalité s'amenuise au fil des recherches

des éthologues, des biologistes et des philosophes. L'homme, animal rationnel pour Aristote, créature de Dieu, âme et corps mus par le libre arbitre, reflet des structures puis production de neurones. L'animal, dans la pensée occidentale, se résumait jusqu'il y a peu à la formule de Descartes, une machine. Un être dépourvu de raison, de langage, de sensibilité, de pudeur, de rire. Pas comme l'homme, jeté hors de sa nature, capable de perfectibilité selon Rousseau et Kant, voire de liberté selon Sartre. Pour construire cette figure humaine là, il y a avait un prix à payer : l'élaboration d'un animal doué d'une intériorité impénétrable. L'animal-machine était donc une chose, un bien meuble selon les catégories du droit, donc privé de tout droit.

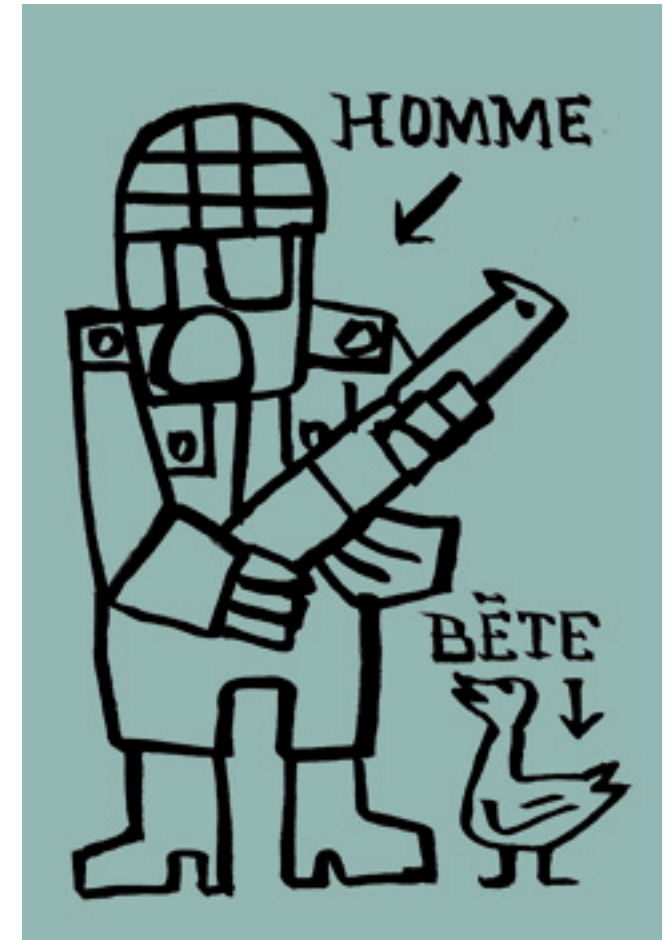
Or, en ce début de XXI^e siècle, le débat sur la frontière entre l'homme et l'animal rebondit de manière spectaculaire. Il devient progressivement une question cruciale qui interroge notre propre essence, celle du

vivant, et notre rapport à la nature et aux écosystèmes. L'exceptionnalité de l'homme au sein du monde est remise en cause. Bouleversement considérable depuis des millénaires où l'humain, tel Prométhée, avait comme inéluctable destin de dominer et de maîtriser la nature.

Rebondissement grâce aux recherches et aux réflexions des savants sur « nos frères d'en bas », comme disait Clémenceau, qui fissurent le bel édifice entre un homme empli de rationalité et le reste du vivant, végétal et « bête ». De Vinciane Despret à Peter Singer, d'Élisabeth de Fontenay à Boris Cyrulnik, de Pascal Picq à Philippe Descola, de Dominique Lestel à Jean Birnbaum, nombre d'intellectuels, sous des angles très divers, mettent le propre de l'homme à rude épreuve et reconnaissent à l'animal le caractère d'êtres vivants et sensibles comme le proclame le manifeste de 24 intellectuels pour un changement juridique du statut de l'animal auquel l'Assemblée nationale française n'est pas restée insensible. Contre un archaïsme millénaire, amplifié par l'industrialisation et l'urbanisation, « la science a prouvé l'aptitude des animaux à ressentir de la peine, du plaisir ou de la douleur... que les humains partagent avec au moins tous les vertébrés ». La cause animale devient bien un enjeu sociétal majeur.

L'abeille et la bête

Mais, pourquoi donc se soucier de « nos frères inférieurs » ? Les priorités ne sont-elles pas ailleurs face aux damnés de la terre et aux peuples qui sombrent ? Je crois exactement le contraire



tant les raisons pour tisser des liens entre la dignité de l'animal et notre propre sauvegarde m'apparaissent multiples. Un exemple ? La disparition actuelle de nombreuses espèces, le recul tragique de la biodiversité par la perturbation des cycles naturels qu'ils entraînent posent et vont poser à l'homme de redoutables défis. L'extinction progressive des abeilles fera de la pollinisation une difficulté cardinale pour l'avenir. Se retrouver seul avec des saumons d'élevage ou des poulets de batterie va confronter l'homme, comme le suggère Jacques Julliard, à une forme de « solipisme, de l'espèce voisin de la folie ». Car, outre son rôle dans l'alimentation et le

travail, l'animal est une dimension centrale de notre imaginaire.

La reconnaissance de l'homme par l'homme passe par la reconnaissance de l'animal par l'homme

L'exploitation de la nature, et singulièrement des espèces vivantes, ressort plus encore de la même logique de l'asservissement des hommes entre eux. «*La reconnaissance de l'homme par l'homme passe par la reconnaissance de l'animal par l'homme*». Le naturaliste américain Mac Millan affirme : «*Il faut sauver les condors, pas tellement parce que nous en avons besoin, mais surtout parce que pour les sauver, il faut développer les qualités humaines dont nous avons besoin pour nous sauver nous-mêmes*». C'est la grande leçon de l'écologie, science subversive car il y a un saisissant parallèle entre la domination des humains sur la plante et l'animal, de l'homme sur la femme, du civilisé sur le sauvage.

Rompre avec cette insularité anthropocentrique implique une révolution de notre logiciel mental et de nos pratiques prédatrices mais ouvre une fenêtre d'espérance sur une relation plus pacifiée entre les *Homo sapiens* et entre ceux-ci et leur mère nourricière, Gaïa. Rien de plus stupide donc que la rhétorique qui dénie toute pitié et toute empathie envers l'animal au motif que des enfants meurent dans les bidonvilles. C'est non seulement scientifiquement inexact mais aussi éthiquement discutable, comme si notre quantité de

compassion était limitée et que notre empathie envers «les bêtes» nous empêchait par ailleurs d'en nourrir à l'égard des détreesses de l'homme.

La fragilisation croissante de la frontière entre humanité et animalité sape les fondements de l'exceptionnalité de l'homme centrée sur deux critères, la seule créature formée à l'image de Dieu et la seule dotée de raison. Or, comme le rappelle Jacques Julliard : «*Il n'y a pas de fondement rationnel, ni même raisonnable, à l'idée que la raison soit le seul fondement possible de la dignité d'un être vivant [...] On s'est longtemps demandé si les bêtes avaient une âme. On se demande aujourd'hui si elles ont des droits*». Non seulement elles possèdent une âme, dont la recherche scientifique dévoile chaque jour un peu plus les mille subtilités, mais le droit évolue aussi en leur faveur. Fin d'une arrogance occidentale immémoriale ? Refus de la singularité de l'homme ? Non, répond Elisabeth de Fontenay : respecter la biodiversité n'enlève en rien la place singulière que l'humain occupe dans l'ordonnement de la nature «*à condition de reconnaître que cette singularité n'est pas un privilège mais une charge*».

Pour Claude Lévi-Strauss : «*L'homme occidental [...], en s'arrogeant le droit de séparer radicalement l'humanité de l'animalité [...], ouvrirait un cycle maudit, et la même frontière, constamment reculée, servirait à écarter des hommes d'autres hommes et à revendiquer au profit de minorités toujours plus restreintes le privilège d'un humanisme corrompu*». Prophétique manière d'exprimer la nécessité d'enfin mettre un terme au silence des bêtes. 🌿

Libre examen : penser contre soi-même

Le libre examen constitue la référence de l'Université libre de Bruxelles en termes de valeurs. Or si l'expression elle-même est relativement peu utilisée à l'extérieur de l'ULB, elle renvoie pourtant à un engagement central, héritage du Siècle des Lumières : l'usage de la raison critique.

Par Guy Haarscher
Professeur émérite de l'ULB et professeur au Collège d'Europe

Pourquoi le terme «libre examen» est-il utilisé massivement à l'ULB et nettement moins ailleurs ?¹ Les protestants ont inventé le libre examen des textes bibliques, c'est-à-dire la volonté, de la part du croyant, de retrouver un rapport direct au «texte révélé» en se passant de la médiation de l'Église, qui se prévalait de l'interprétation officielle de ces mêmes textes. L'autorité de la Bible (*Sola Scriptura*) remplace celle de l'Église catholique. Ce libre examen des textes n'a pas été d'abord entendu dans un sens politique, même si, avec le temps, ses implications démocratiques et antiautoritaires ne pouvaient pas ne pas se faire valoir. Le libre examen devait nécessairement un jour ou l'autre s'étendre à toutes les questions, mener à la critique de toutes les autorités, jusqu'à relativiser ou nier l'importance des *Scriptura* dans la vie des hommes et l'organisation de la société.

S'opposer aux despotismes

Mais au XVIII^e siècle, quand les Lumières étendent l'esprit critique à de nouvelles questions au risque de

déplaire (Stendhal disait : «*Tout bon raisonnement offense*»), le mot «raison» est sous toutes les plumes. En revanche, l'expression «libre examen» n'est pas employée, sauf par les catholiques conservateurs qui en mettent en avant le danger (il sape le «principe d'autorité»). Ce n'est qu'après la Révolution française que le terme est utilisé dans son sens large et critique par un courant philosophique comprenant notamment Quinet, Constant et Guizot. Il entre alors dans le vocabulaire de la pensée libérale, mais en France, il ne quitte pas vraiment le domaine intellectuel et académique, tandis qu'en Belgique, au contraire, il est pris politiquement en charge comme cri de ralliement par le parti libéral et la franc-maçonnerie anticléricale. C'est en 1854 que Verhaegen, fondateur vingt ans plus tôt de l'Université libre de Bruxelles, définit, dans son discours au Roi, la «liberté d'examiner» : «*Examiner, en dehors de toute autorité politique ou religieuse, les grandes questions qui touchent à l'homme et à la vérité... sonder librement les sources du vrai (et) du bien... tel est, Sire, le rôle de notre Université, telle est aussi sa raison*

¹ Pour ce qui suit, voir Jean Stengers, «L'apparition du libre examen à l'Université de Bruxelles», dans *Revue de l'Université de Bruxelles*, octobre 1963/avril 1964, n°1-2-3.

d'être. » Verhaegen continue en opposant au «despotisme de la foi» la «liberté de conscience», au «despotisme du préjugé» la «diffusion des lumières» et au «despotisme de l'épée» le «dogme de la souveraineté publique»².

Or un adversaire redoutable met aujourd'hui en péril cet exercice de pensée: le communautarisme. Est communautariste celui qui, non seulement place au sommet de ses «préférences» les valeurs de son groupe d'appartenance, mais—aussi paradoxal que cela paraisse—fait également travailler les faits au profit de cette même communauté. Le progrès moderne —l'avancée du libre examen et des Lumières— consiste en un premier temps à permettre le choix personnel, «en conscience», des valeurs. Mais le progrès consiste aussi à *se soumettre aux faits*, dont l'établissement ne dépend évidemment pas de notre bon vouloir. Dans une société autoritaire basée sur les préjugés et la répression de la pensée libre, les valeurs sont imposées et le pouvoir use à sa guise des «faits» qu'il manipule (on relira avec profit à ce sujet 1984 d'Orwell). À l'exact opposé, dans une société «libre-exaministe», les valeurs sont posées librement, et les faits s'imposent rigoureusement à tout interlocuteur de bonne foi. C'est exactement ce que dit Henri Poincaré: «La pensée ne doit jamais se soumettre, ni à un dogme, ni à un parti, ni à une passion, ni à un intérêt, ni à une idée préconçue, ni à quoi que ce soit, si ce n'est aux faits eux-mêmes, parce que, pour elle, se soumettre, ce serait cesser d'être»³.

La pensée «cesse d'être» autant en se soumettant à des autorités qui, pour diverses raisons, imposent telle

ou telle orientation de la vie, qu'en refusant de se soumettre «aux faits eux-mêmes». Or un danger souvent méconnu du communautarisme réside dans la *distorsion des faits*. Si chaque communauté se dote de ses propres faits, c'en sera fini du libre examen.

Penser contre soi-même

À l'opposé de Sartre incitant à «*penser contre soi-même*»⁴, le communautarisme signifie «penser contre les autres». En général, la relation d'hostilité entre les communautés est telle que les préjugés dominent, basés la plupart du temps sur de supposés «faits» passés. Mais cette histoire est distordue. Chaque groupe sélectionne les faits qui l'arrangent, c'est-à-dire ceux qui sont censés montrer que l'Autre est un bourreau et les «nôtres» des victimes. Ces derniers ont subi une injustice, ils sont *dans leur droit*. L'autre communauté, «en face», fait exactement le même «raisonnement», mais en inversant les signes: elle sélectionne les moments historiques qui lui donnent raison et la placent en position de victime. Les faits retenus confortent le préjugé du groupe (l'Autre est «ontologiquement» un salaud). Les faits embarrassants aux yeux de chaque groupe —les cas où ses membres ont tort— sont soit niés, soit simplement passés sous silence, soit considérés comme résultant d'une résistance nécessaire à un Mal supérieur exercé par l'Autre.

Dans la pensée «contre les autres», le fait n'exige plus, à l'inverse ce

que demande Poincaré, une «soumission» (non pas à une autorité humaine, mais à l'autorité de la raison et de l'expérience). Le fait est systématiquement mis à la *disposition des pouvoirs communautaires*. Certes, l'opposition entre communautés ethno-religieuses constitue à maints égards un phénomène relativement neuf, mais le raisonnement peut être étendu à l'atmosphère de guerre froide qui a régné en Europe de 1945 à 1989. En 1968, les étudiants parisiens criaient «CRS-SS» pour stigmatiser la répression, effectivement brutale, du mouvement par les forces de police. Mais cette comparaison pouvait malheureusement laisser entendre qu'après tout, les *Schutzstaffel*, organisateurs de la solution finale, n'étaient rien d'autre que des flics un peu trop brutaux... Dans le même temps, les communistes maoïstes parlaient des «erreurs» de Staline, comme si les immenses massacres dont il avait été responsable se réduisaient à des bévues. Les faits se trouvaient là également totalement communautarisés, «ventilés» entre deux camps qu'opposait la guerre froide. Personne ne se *soumettait* aux faits. Ces derniers ne *résistent* pas au communautarisme, qui les phagocyte au profit du préjugé.

Dans *Lajja (La honte)*⁵, Taslima Nasreen, née dans l'État du Bangladesh au sein d'une famille musulmane, dénonce les violations des droits de la minorité hindoue par la majorité musulmane. Elle aurait pu tout aussi bien critiquer les exactions subies par la minorité musulmane en

Inde. Ce faisant, elle aurait renforcé le préjugé communautariste —nous les victimes éternelles, eux les bourreaux «ontologiques». Renforçant le sentiment victimaire d'identité, elle aurait été fêtée comme une héroïne. Au contraire, elle a décidé de se préoccuper d'abord des violations des droits de l'homme commises *par les siens*. Elle a été vilipendée, menacée de mort, condamnée à l'exil, mal protégée par l'Inde, elle qui avait pourtant si courageusement défendu la minorité hindoue au Bangladesh. Pour Taslima Nasreen, un fait est un fait, même et surtout s'il se révèle dérangeant et s'il contredit notre préjugé communautaire. C'est une héroïne du libre examen, un antidote humain qui, à ses risques et périls, nous montre la voie qui pourrait mener un jour à la déroute du communautarisme des faits⁶. ↑

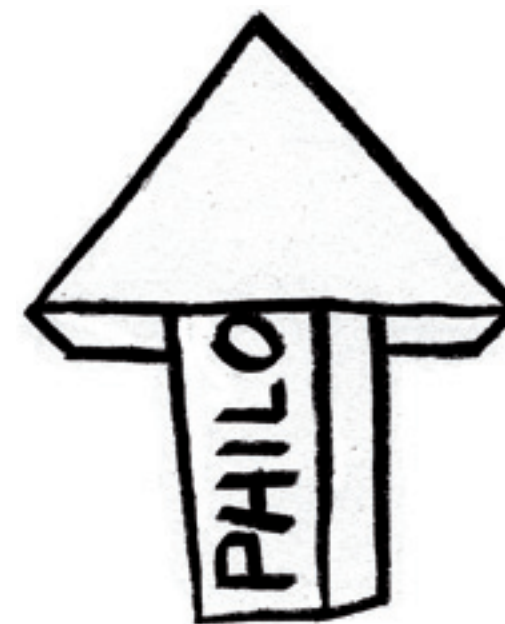
5 Taslima Nasreen, *Lajja*, Paris, Le Livre de Poche, 1996, 288 p.

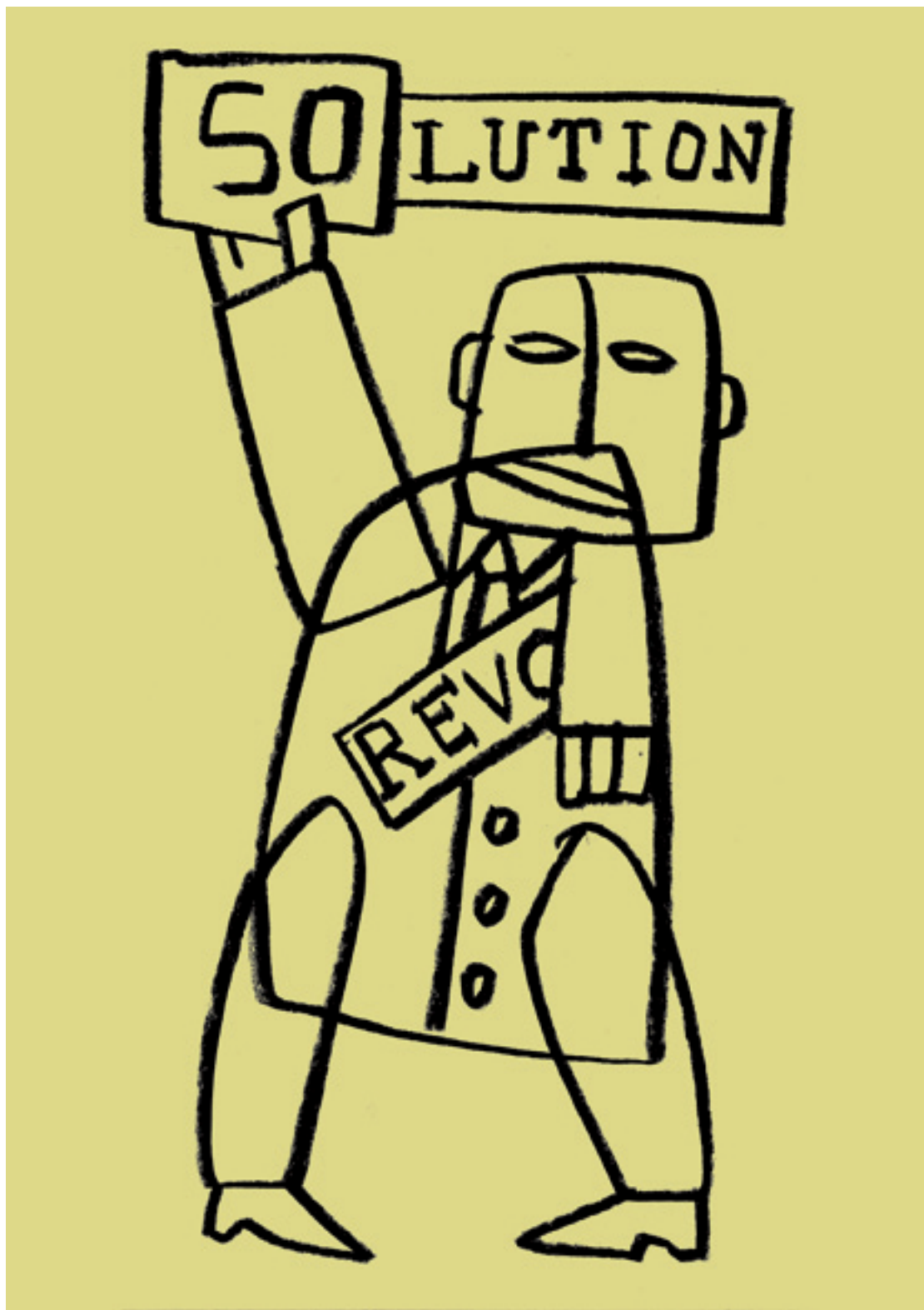
6 Voir Taslima Nasreen, et Caroline Fourest, *Libres de le dire*, Paris, Flammarion, 2010, 320 p. C'est un dialogue remarquable à tous égards.

2 Stengers, *op. cit.*, n°1, p. 60.

3 Discours prononcé à l'ULB le 19 novembre 1909.

4 «[...] je fus amené à penser systématiquement contre moi-même au point de mesurer l'évidence d'une idée au déplaisir qu'elle me causait.» (Jean-Paul Sartre, *Les Mots*, Paris, Gallimard, 1964, p. 210)





Philosophie et politique : le courage de la vérité

Ces dernières années, celles de «l'après-11 septembre» et de la double crise de la dette de 2008 et 2011, marquent la fin d'un cycle long, en politique comme en philosophie.

Par Édouard Delruelle
Professeur de philosophie à l'Université de Liège

Ce cycle s'était ouvert au milieu des années 70, avec la déglingue du communisme «réel» et les premières attaques frontales contre l'État-providence. En philosophie, on décréta la mort du marxisme¹ et la fin des «grands récits» de l'émancipation – que Lyotard appela «*post-modernité*»². Les «nouveaux philosophes» (BHL, Glucksman, etc.) inventèrent la philosophie-marketing, en congédiant eux aussi idéologies et «maîtres-penseurs». *Exeunt* les révolutions (prolétarienne et/ou sexuelle) au profit des droits de l'homme et de la démocratie bien tempérée. On réhabilita l'homme et le sujet contre la «pensée 68»³ et les philosophes furent prestement invités à cesser de déconstruire et de soupçonner, pour se convertir à l'éthique de Ricoeur ou Lévinas, rallier la *Théorie de la justice* de Rawls ou l'éthique communicationnelle de Habermas.

Sur le terrain proprement politique, cette restauration en bonne et due forme laissa un boulevard au néolibéralisme, qui déroba à la gauche l'étendard du progrès et l'identifia à la «main invisible» du marché. Mais

ce nom magique dissimulait toute autre chose : la sélection naturelle des plus performants en contexte de concurrence généralisée. C'est Adam Smith qu'on encensait, mais c'est Darwin qui triomphait⁴.

Nouveaux défis

La «*fin de l'histoire*» un moment annoncée⁵ à l'horizon de la «globalisation», fit place à une exacerbation des crises et des conflits. Nous en sommes là. Le philosophe se discréditerait s'il continuait à disserter doctement sur le droit, la société civile ou la justice, alors que d'autres réalités sautent aux yeux : l'accélération⁶, l'incertitude, la montée aux extrêmes. Comment les penser ? Quelle alternative aux politiques de plus en plus cyniques et sécuritaires qui les aggravent tout en donnant l'illusion d'y échapper ?

J'identifie trois «objets» privilégiés pour la philosophie politique aujourd'hui. Premièrement, derrière les oripeaux du «libre-échange» et de «l'entreprise», il y a le *capitalisme*, tout simplement, soit une logique d'accumulation du profit provoquant prédateurs économiques, dévasta-

1 Jean-Marie Benoist, *Marx est mort*, Paris, PUF, 1970, 256 p.

2 Jean-François Lyotard, *La condition postmoderne*, Paris, Éditions de Minuit, 1979, 128 p.

3 Luc Ferry et Alain Renaut, *Pensée 68*, Paris, Gallimard, 1985, 300 p.

4 Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2010, 504 p.

5 Francis Fukuyama, *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, Paris, Flammarion, 1992, 452 p.

6 Hartmut Rosa, *Accélération*, Paris, La Découverte, 2013, 480 p.

tions culturelles, crises financières et dérèglements de toutes natures. La philosophie réinvestit aujourd'hui les intuitions critiques fortes du marxisme pour faire l'analyse du «système-monde» capitaliste (Wallerstein, Tose) et de son «empire» désormais global (Negri).

Deuxièmement, les *identités* (culturelles, religieuses, ethniques, etc.) ont envahi les débats, sous l'influence du postcolonialisme (Spivak, Said, Mbembe) et du multiculturalisme (Bhabha, Taylor). Qu'il s'agisse de la place de l'islam dans l'espace public européen, des conséquences engendrées par les nouvelles dynamiques migratoires et diasporiques, d'un prétendu «*choc des civilisations*» ou de l'émergence d'un nouveau racisme⁷, il s'agit de comprendre comment les identités peuvent devenir meurtrières, ou au contraire se mélanger et s'enrichir mutuellement.

Troisièmement, le *vivant*, sera le grand défi de demain⁸: les progrès fulgurants de la génétique et de la génomique, ainsi que les évolutions en matière de parentalité, de sexualité ou de fin de vie, ont déplacé le regard des philosophes vers la «biopolitique» entendue comme emprise des pouvoirs sur la vie (Butler, Agamben, Le Blanc).

Face à ces nouveaux (?) défis, la philosophie politique actuelle hésite entre plusieurs styles, plusieurs postures. Tout d'abord, une posture que je qualifierais de «théologique», chez des penseurs (athées pour la plupart) qui estiment que le parti de l'émancipation doit aujourd'hui renoncer à la

course à l'historicité et à la plasticité humaines, qui ne ferait que conforter le néolibéralisme, pour se faire le conservatoire d'un certain «sacré» de l'humain en tant que tel, ou d'un «*ordre/père symbolique*» malmené, paraît-il, par le narcissisme ambiant (Legendre, D-R.Dufour). L'autre posture fort en vogue, c'est celle de la «*raison apocalyptique*»⁹: face à l'ineluctabilité des catastrophes économiques, sociales, environnementales à venir, ne faut-il pas un déplacement radical de nos modes de questionnement, un décentrement complet de nos engagements? (Stengers, Dupuy)

Matérialités

Préservation de ce qu'il y a de sacré en l'homme ou annonce apocalyptique de la «fin du monde»: une pensée radicale, aujourd'hui, est-elle possible sans un certain imaginaire *religieux* de l'altérité absolue? Pour ma part, je gage qu'une autre voie est possible: celle qui consiste à tenir toujours le discours de l'universel (de la liberté, de l'égalité, de la démocratie radicale), mais sur un mode *critique* ou *dialectique*, c'est-à-dire attentif aux contradictions, aux rapports de force, aux jeux de pouvoir et de résistance qui traversent le monde. Telle est la voie d'un certain matérialisme qu'on a cru «dépassé», mais dont la pensée d'un Étienne Balibar témoigne de l'actualité et de la vigueur¹⁰.

Par matérialisme, on n'entend pas ici une philosophie réductionniste du corps ou de la matière, mais une certaine façon de problématiser *l'extériorité*

qui résiste à la pensée. «*La philosophie*, écrivait Canguilhem, *est une réflexion pour qui toute matière étrangère est bonne*», et même «*pour qui toute bonne matière doit être étrangère*». En d'autres termes, la philosophie est partout, elle s'adresse à tout monde, elle concerne tous les aspects de l'existence.

La philosophie est partout, elle s'adresse à tout monde, elle concerne tous les aspects de l'existence.

Ce qui fait son impureté (à l'égard d'autres savoirs et d'autres pratiques) est la condition même de sa fécondité¹¹.

Identifier les matérialités de la politique¹², c'est donc appréhender ce «réel» où s'éprouve tout universel *concret*. Par exemple, comment penser ensemble ces deux «matérialités» que sont, d'un côté, le traitement économique des êtres humains comme des «choses» jetables, et d'un autre côté, les identifications mortifères qui se nourrissent du rejet de «l'autre»? Quel type de violence se produit au croisement du capitalisme et des identités? ¹³ De même, face aux manipulations du vivant, plutôt que de prétendre arbitrer quelque conflit de valeurs, il s'agit d'identifier et de clarifier – avec les acteurs et usagers concernés – les rapports de force et enjeux politiques impliqués par ces nouvelles techniques biomédicales. C'est en procédant de la sorte, à ras des



problèmes, et non depuis quelque position de surplomb, que le philosophe peut aujourd'hui orienter le politique dans la pensée.

Identifier les matérialités de la politique, ce n'est donc pas parler *au nom* de quelque valeur supérieure, mais énoncer les problèmes, pointer «ce qui fait mal», bref pratiquer ce que Foucault, réactualisant la *par-rhêsia* grecque, appelait «*le courage de la vérité*»¹⁴ – par quoi il ne faut pas entendre quelque héroïsme de la pensée, mais cette «franchise» qui, dans la démocratie athénienne comme dans la nôtre, est la tâche éthique du philosophe en même temps que le devoir politique du citoyen. ✎

7 Édouard Delruelle, «Le racisme nouveau», texte disponible sur www.edouard-delruelle.be.

8 Frédéric Worms, «Le nouveau problème du vivant et la philosophie française contemporaine», dans *Cités*, 56/2013.

9 Michaël Foessel, *Après la fin du monde. Critique de la raison apocalyptique*, Paris, Éditions du Seuil, 2012, 304 p.

10 Étienne Balibar, *Nous, citoyens d'Europe?*, Paris, La Découverte, 2001; *La proposition de l'égalité*, Paris, PUF, 2010, 368 p.; *Saeculum. Culture, religion, idéologie*, Paris, Galilée, 2012, 136 p.

11 Pierre Macherey, «Faire de la philosophie en France aujourd'hui», dans *Cités*, 56/2013.

12 «Matérialités de la politique», texte de présentation de l'UR MAP-ULg sur www.edouard-delruelle.be.

13 Étienne Balibar, *Violence et civilité*, Paris, Galilée, 2010, 424 p.

14 Michel Foucault, *Le courage de la vérité. Cours au Collège de France 1983-1984*, Paris, Gallimard-Seuil, 2009, 368 p.



Démocratie et religions

Nos conceptions de la démocratie sont centrées sur la notion importante de raison publique, c'est-à-dire l'ensemble des considérations qui permettent de critiquer efficacement des dispositions estimées injustes. Cependant, les religions représenteraient le fonds de convictions privées qui orientent moralement l'existence individuelle et conditionnent de façon variable l'adhésion des sociétaires aux principes qui régissent leur vivre ensemble.

Par Jean-Marc Ferry

Philosophe et professeur de philosophie et de sciences politiques ULB

Ainsi présenté, le rapport qu'entretiennent les religions à la démocratie se laisse spécifier comme un rapport entre, d'une part, l'arrière-plan éthico-religieux des convictions privées et, d'autre part, l'avant-scène éthico-juridique de la raison publique. Un premier problème est celui du recoupement. J'aimerais le préciser à travers trois questions :

1. Dans quelle mesure les religions dans l'espace européen rencontrent-elles cette raison publique en quelque sorte garantie par les droits fondamentaux des individus ?
2. Dans quelle mesure une telle congruence, si elle existe, est-elle commune aux différentes religions contribuant au paysage de convictions plus ou moins partagées dans l'espace européen ?
3. Qu'est-ce qui, en dehors d'un supposé consensus par recoupement des religions entre elles et avec les principes publics de la justice politique (la raison publique) demeure éventuellement en souffrance de

conciliation et situe par là une zone problématique ?

Je considère ici les seules religions du Livre, au demeurant, sans me risquer à une analyse d'historien des religions. Aujourd'hui, c'est le christianisme occidental, catholiques et protestants ensemble, qui présente les traits de congruence les plus évidents avec la raison publique, telle qu'elle est structurée selon l'esprit des droits fondamentaux. Mais ce qui, en tout état de cause, demeure irréconcilié, ce sont les positions respectives de la religion en général et de la raison publique, quant au rapport entre loi civile et loi morale. Du point de vue de la conviction religieuse, la loi morale prévaut en un sens absolu sur la loi civile, tandis que, du point de vue de la raison juridique, la loi civile n'est pas ébranlée par l'invocation de la loi morale, du moment qu'elle est conforme aux principes du droit. C'est que, pour une éthique universelle se réclamant de la raison publique, la moralité consiste juste-

ment dans le respect des droits fondamentaux, ceux des individus (droits de l'homme) et des peuples (droits des gens).

« Excommunication » politique

La contradiction se tient là. Le point névralgique de la relation du politique au religieux se traduit dans la tension qu'instaurent à l'égard des convictions religieuses les implications normatives d'une culture libérale dont la rationalité procédurale a pris toute distance à l'égard du fondamentalisme moral. Le point sensible dont je parlais renvoie en effet au « problème fondamentaliste » des religions du Livre en général. C'est en l'approfondissant que l'on pourrait cerner plus avant en quoi les démocraties libérales entrent dans une tension critique avec les religions révélées. Je souhaiterais montrer que la raison publique structurée par les droits fondamentaux individuels est théoriquement plus inclusive que les religions mais que, cependant, la situation actuelle dans l'espace européen appelle à lever l'excommunication politique des religions, jusqu'alors reléguées au statut de convictions privées.

L'expression « fondamentalisme moral » ne doit pas ici être comprise comme la stigmatisation d'une dérive intégriste et sectaire. Il s'agit d'une position philosophique forte, sous-tendue par une vision selon laquelle le bien et le mal, le juste et l'injuste s'imposent sans médiation autre qu'une conscience morale non dépravée, et fondent des commandements moraux littéralement indiscutables. Leur force normative présente des caractères d'absoluité, d'incon-

ditionnalité tels que, face à eux, les procédures démocratiques d'adoption de normes publiques ne sauraient faire le poids d'un point de vue moral. C'est là une position qui fut puissamment illustrée et défendue par SS Jean-Paul II. Le fondamentalisme moral, entendu comme cette intransigeance sur la loi morale impliquant une intangible universalité des commandements, en particulier des commandements négatifs (interdits moraux), est une possibilité consubstantielle aux religions du Livre.

Valeur sacrée

J'aimerais à cet endroit préciser le problème. Il ne s'agit pas dans mon intention de contester qu'en soi la loi morale est au-dessus de la loi civile. Mais le problème est que, dans nos sociétés marquées par le fait du pluralisme, lequel se redouble à présent d'un fait multiculturel, il n'est plus guère possible de postuler entre tous les sociétaires un consensus direct et univoque sur les valeurs, sur ce qui est bien ou mal, juste ou injuste. La recherche d'éléments substantiels pouvant aujourd'hui constituer quelque chose comme une éthique planétaire au sens de Hans Kung n'aboutit, semble-t-il, qu'à des consensus mous, dépourvus de force opératoire – par exemple, sur la valeur sacrée de la vie humaine innocente. Face à cette orientation substantialiste, une autre stratégie conceptuelle consiste à assumer que nul ne saurait se prévaloir d'un accès direct et privilégié au bien ou au juste, comme par la vertu une intuition morale absolue. Suivant cette autre orientation, une éthique à prétention universelle renonce alors à

un fondement métaphysique substantiel – par exemple, à des postulats sur la loi naturelle – au profit d'un fondement pragmatique procédural où le juste est censé se profiler à l'horizon d'une pratique de confrontations civiles et publiques entre des convictions divergentes, mais, toutes, par hypothèse, préoccupées de la justice. Partant, la question pratiquement efficace et pertinente n'est plus : « La loi civile prévaut-elle sur la loi morale ? », mais plutôt celle-ci, à présent : « La conviction privée doit-elle prévaloir sur la raison publique ? ».

Entre droits de l'homme et religion, le point névralgique est bien celui que révèle la tension entre raison publique et conviction privée. Cette tension se maintient, même lorsque les autorités religieuses réaffirment la séparation entre les Églises et l'État, entre le spirituel et le temporel, entre le religieux et le politique. Ainsi, la Conférence des évêques de la Communauté européenne (Comece), tout en confirmant l'inscription pleine et entière du chrétien dans l'ordre juridique dont il ressort, n'en affirmait pas moins le devoir qui lui revient d'évaluer cet ordre à l'aune de principes moraux supérieurs. Voici un extrait de la déclaration de la Comece, en 2005 :

« L'identité chrétienne, qui est d'ordre sacramentel, est d'un autre ordre que l'identité civile et n'entre pas en contradiction avec celle-ci. Nous ne rêvons pas de former un État chrétien dans l'État, nous voulons vivre en citoyens conscients, ainsi que nous y invite l'Apôtre Paul. Mais nous ne serons pas pour autant des citoyens complaisants : nous

savons que les lois humaines sont au service de la justice. »¹

De ce qui est juste

Mais qui dit ce qui est juste ? Comment le juste se donne-t-il à connaître ? – Serait-ce par révélation « extérieure » ? Ou par intuition recueillie en chacun dans le silence de son for intérieur ? Ou encore par généralisation *in mente* de la maxime de mon action, afin de savoir si elle ne se détruit pas elle-même ? Ou plutôt à l'horizon de discussions réelles où se confrontent des intuitions et convictions privées qui, ainsi, se formeraient à la raison publique ? Par quelles voies, enfin, pourrait-on faire valablement reconnaître par tout un chacun ce que l'on devrait en conscience tenir pour juste ? Voilà autant de questions procédurales sur lesquelles le chrétien et – en général, celui qui sait que « *les lois humaines sont au service de la justice* » – ne saurait faire l'impasse. Comme le fait justement remarquer Olivier Abel, à propos de Benoît XVI dans son discours de Ratisbonne, « *on comprend qu'il veuille édifier un monde commun de la raison, mais cela ne suppose-t-il pas une raison dialogique, et le sentiment que nos religions appartiennent encore à des langues ?* »².

Il convient de mesurer l'importance de la structure imaginaire qui résulte historiquement de la querelle des Investitures, et fut confirmée par la Réforme : la séparation du temporel et du spirituel. On peut au demeurant faire remonter celle-ci à un dualisme tout à fait originaire qui

¹ Cité par François Foret, « Quels présupposés pour la démocratie européenne ?

Regards croisés sur le rôle du religieux », dans *Politique européenne*, n°19, printemps 2006, pp. 115-140.

² Olivier Abel, « Une division occidentale au sein du christianisme ? », dans *Esprit*, novembre 2006, p. 26.



3 Paolo Prodi, *Christianisme et monde moderne. Cinquante ans de recherche*, Paris, Gallimard-Le Seuil, coll. « Hautes Études », 2006. Voir l'entretien avec Paolo Prodi, « La fécondité du dualisme de la religion et de l'État », dans *Esprit*, mars-avril 2007, pp. 15-26.

s'exprime dans les Évangiles, par le fameux « Rendez à César... », et avant cela, dans l'alliance de Jahvé avec Israël, qui consacre l'autonomie de la justice par rapport au pouvoir politique. Ce dualisme fut institutionnalisé au Moyen-Âge, avec la « révolution papale » qui désacralisa le pouvoir politique tout en fournissant un modèle pour les monarchies absolutistes des débuts de l'âge moderne³. Corrélativement, l'Église de Rome représentait l'universalité face aux États, si bien que l'horizon de la justice transcende pour ainsi dire par construction toute synthèse historique proposée par tel ou tel royaume ou empire. Cela ménage un espace, propice à la critique, pour la

différence entre la positivité de l'ordre établi et l'idéalité de l'ordre juste ; par conséquent, entre la factualité et la validité ; pratiquement, entre la légalité et la légitimité. Cette différence est décisive pour l'ouverture d'un espace public orienté de façon critique à l'égard de l'ordre existant, et elle est essentielle à l'esprit européen, à la culture publique de l'Union européenne. Les Églises catholiques et protestantes sont justifiées de rappeler que cette structure, qui les caractérise, peut se révéler efficace pour défendre la liberté opprimée et la justice bafouée, face aux despotismes et aux totalitarismes. Comme on sait, l'Église catholique de Pologne ainsi que l'Église luthérienne d'Allemagne

de l'Est ont joué un rôle pionnier décisif dans le mouvement de libération de leur peuple.

Les religions du Livre réalisent ce potentiel émancipateur. Il reste que le procéduralisme juridique requis pour l'adoption de normes publiques dans les sociétés démocratiques se situe à l'opposé du fondamentalisme moral. Lorsque la Comece déclare : « *Nous savons que les lois humaines sont au service de la justice* », cette parole qui, prise en elle-même, est inattaquable et d'une parfaite innocuité, signifie toutefois pratiquement, dans l'avertissement donné aux démocraties, que les lois civiles, le chrétien se réserve le droit – et le devoir – de les évaluer et, le cas échéant, de les contester, voire de les récuser à l'aune d'une justice substantielle renvoyant, par exemple, au droit naturel ou à la loi divine. Force est de reconnaître que le contenu de cette loi divine/loi morale recoupe largement, quant aux valeurs fondamentales de référence, les idéaux humanistes qui insufflent les principes de l'État de droit démocratique. Comme le disait Kant à propos de la théologie biblique, « *elle renferme bien des choses qui lui sont communes avec les doctrines de la simple raison* »⁴. Cependant, le mode de son affirmation, en tant qu'axiologie porteuse d'une normativité indiscutable n'appelant à rien d'autre qu'à l'humilité d'une soumission sans condition, se heurte en revanche au principe des démocraties dites procédurales, en ce qui concerne la transformation de ces valeurs en normes publiques à caractère contraignant.

Liberté négative

Le passage des communautés traditionnelles aux sociétés modernes se marque en effet par une disjonction entre valeurs et normes, disjonction due à l'ébranlement d'un fonds commun d'évidences partagées de façon non problématique. Cette rupture de continuité entre une communauté morale génère l'impression d'une perte de vie éthique, ce qui alimente le fameux malaise de la modernité⁵. Elle se marque idéologiquement par la polarisation du décisionnisme éthique et du fonctionnalisme juridique⁶, comme un point de chute du processus au cours duquel la validité morale des arguments s'est dissociée de leur légitimité politique. Avec la différenciation sociale, les intérêts et les convictions entrent en divergence, si bien que la logique qui préside à l'élaboration et à l'adoption de normes publiques doit suivre une procédure formelle de conciliation pour les causes mêmes de l'intégration fonctionnelle de nos sociétés politiques. De ce point de vue, la valeur de la procédure mise en œuvre pour parvenir à des normes politiquement justes se mesure à son aptitude à rendre compatibles entre eux les intérêts et points de vue individuels. La mise en compossibilité générale devient la règle fondamentale de la raison juridique et de la justice politique dans sa conception libérale : l'exercice de chaque liberté individuelle est limité à la condition d'un même exercice chez tous.

C'est le principe dit de « liberté négative », socle de nos démocraties. Il encadre l'exercice délibératif, d'où l'on teste la possibilité d'un

4 Emmanuel Kant, *La Religion dans les limites de la simple raison* (1793), trad. par J. Gabelin, Paris, Vrin, Paris, p. 28.

5 Charles Taylor, *Le Malaise de la modernité*, trad. par Charlotte Mélançon, Paris, Éditions du Cerf, 1994, 130 p.

6 Jean-Marc Ferry, *Valeurs et normes. La question de l'éthique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2002, 114 p.

assentiment rationnel donné par la communauté des citoyens aux normes publiques. Or, s'il n'y a pas de contradiction entre, d'une part, l'exigence d'autonomie, qui requiert le libre examen de conscience individuelle, et, d'autre part, l'exigence d'universalité, qui porte à viser pratiquement l'accord de toutes les convictions possibles, c'est en raison d'une «conscience faillibiliste», laquelle nous invite à admettre que ce qui nous paraît évident ne l'est pas nécessairement pour tous, et que les autres ont peut-être des raisons aussi bonnes ou meilleures que les nôtres. Aussi avons-nous besoin, et c'est un devoir, du test d'universalisation.

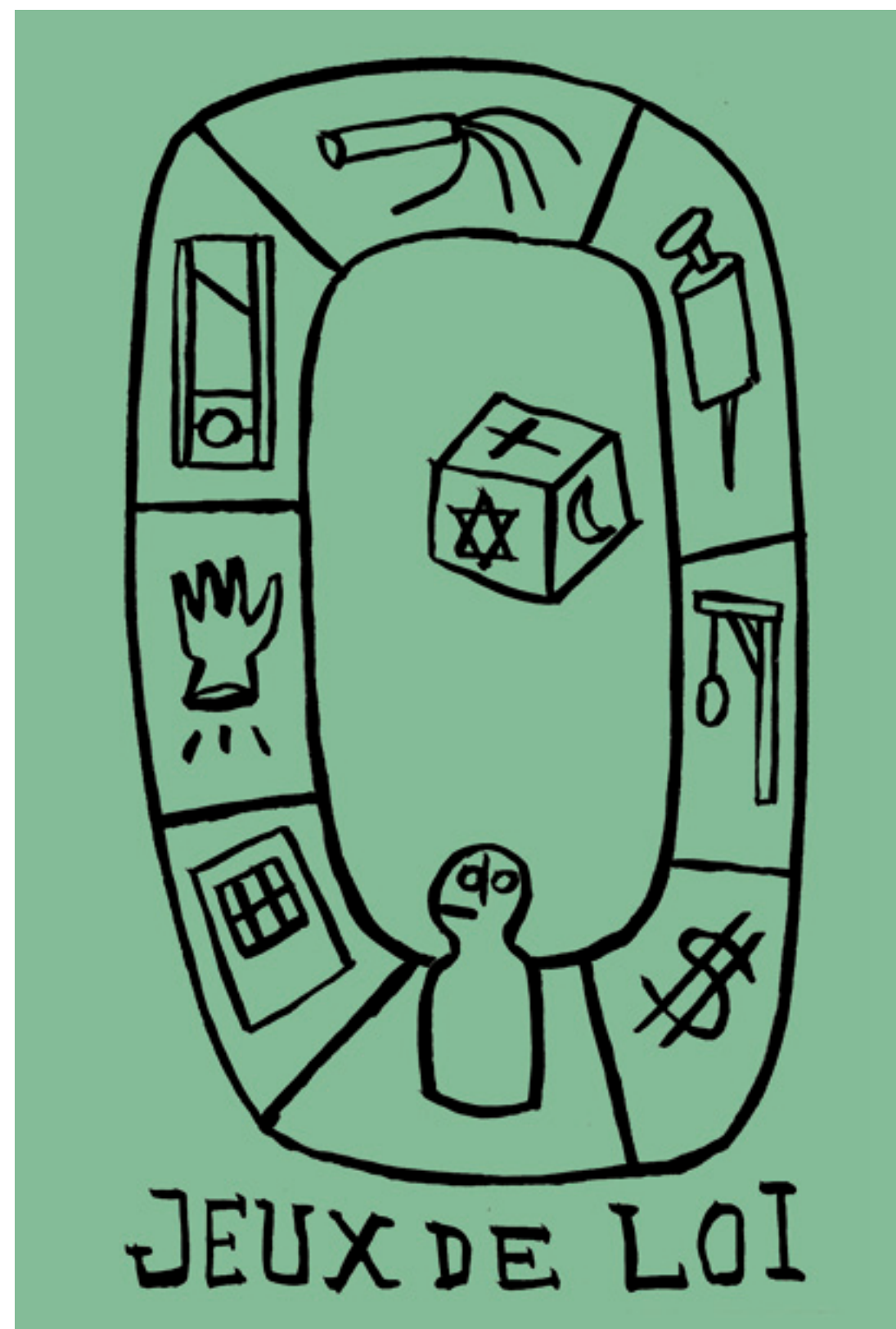
La moralité de la raison publique devient ainsi «procédurale». Dans la philosophie contemporaine, la pointe de cet universalisme se trouve explicitée avec la maxime de la Diskursethik: le «principe discussion» de Jürgen Habermas⁷. Une telle conception de la justice, à la fois procédurale et intersubjectiviste, fait contraste avec la visée d'un fondement objectif et transcendant de la norme, même si elle ne revient pas à affirmer que l'espace public de citoyens rassemblés disposerait du juste et du bien de façon, pour ainsi dire, discrétionnaire. Mais la transcendance de tels index est immanente à la pratique des discussions.

Porteur des lumières

Entre le discours des philosophies de la raison et celui des religions révélées, la divergence apparaît là où, pour ces dernières, ce qui mérite d'être tenu pour juste ne dépend pas d'une mise en

confrontation méthodique des points de vue s'exprimant dans un espace public. Dans l'Union européenne, cependant, la reconnaissance officielle d'un rôle des Églises dans le «dialogue civil» appelle les autorités religieuses à assumer les implications d'une éthique de la discussion, avec ses postulations d'égale autorité des propos, d'égale compétence des locuteurs, d'égale liberté des prises de parole, d'égale authenticité des prises de position, ainsi que l'ouverture principielle du débat aux contestations exogènes. Suivant ces principes, l'Autre n'est pas regardé comme ne portant de vérité possible que du côté des dispositions qu'il présente à la reddition, sur le modèle du verum Israël dans le dialogue judéo-chrétien de naguère.

Il demeure que l'apport spécifique des religions, leur contribution à l'instruction de problèmes socio-éthiques touchant aux mystères de la vie, est d'avoir archivé, comme une mémoire de l'humanité, les résultats à décrypter des expériences spirituelles les plus intenses: un trésor inestimable où la philosophie a pu d'ailleurs puiser des thèmes, pour tenter, à la manière d'un porte-parole, de les traduire en langage séculier. Voilà le «service public» auquel les Églises, au-delà d'une gestion traditionnelle de leurs fidèles, pourraient consentir en engageant donc un discours nouveau qui ne soit pas réservé aux adeptes, lequel demeure au fond un usage privé, mais un discours qui, dans l'usage public, soit socialement intégré, sans cesser pour autant d'être inspiré et porteur des lumières que procure une familiarité avec les grands textes. †



⁷ Jürgen Habermas, *De l'Éthique de la discussion*, trad. par Mark Hunyadi, Paris, Éditions du Cerf, 1992, p. 17.

Un entretien avec Jean-François Zobrist

Favi, l'automanagement

Propos recueillis par Olivier Bailly

Début des années 80, Jean-François Zobrist reprend la direction de la fonderie Favi basée à Hallencourt (France). L'entreprise fournit essentiellement des pièces pour le secteur automobile. Le patron va y implanter un management empli de bon sens, où l'ouvrier est la tête et le cœur du processus. Les médias adorent et s'en donnent à cœur joie : « *Fonderie Favi, l'usine qui fait toute confiance...* », « *Favi, l'usine sans chefs* », « *Favi, l'usine sans hiérarchie* », etc. Entre formules-chocs, paternalisme débonnaire, bon sens déroutant, capitalisme délégué aux ouvriers et humanisme de terrain, le discours de Jean-François Zobrist ne rentre dans aucune case et peut déranger. Mais il y a aussi la réalité des chiffres : ça marche depuis trente ans.

Espace de Libertés : Vous avez 23 ans quand vous prenez la tête de Favi, au début des années 80. Vous modifiez directement son fonctionnement ?

Jean-François Zobrist : Les Chinois ont un proverbe : « *Le poisson pourrit par la tête* ». Beaucoup d'entreprises essaient de travailler malgré le patron. Quand je suis arrivé, Favi tournait gentiment, personne ne m'a demandé de changer quoi que ce soit. Pendant quatre mois, je n'ai rien fait d'autre que me promener

dans l'usine. Et j'y ai vu des choses aberrantes : un ouvrier qui attend des gants pendant 10 minutes, des tas de réunions inutiles, un patron qui ne sortait jamais de son bureau, un café payant à 40 centimes. Le temps que le type cherche sa monnaie, l'entreprise payait le même café 20 francs ! En fonderie, ils fermaient la fenêtre alors qu'il faisait terriblement chaud. Pourquoi ? Parce que tous les jours à 15 heures, le contremaître notait la température, la moyenne mensuelle fixant la prime de chaleur ! Les gars touchaient jusqu'à 25% de leur salaire en prime. C'était ridicule.

En septembre de la même année, j'ai croisé Liliane qui travaillait à la chaîne. Je lui ai demandé : « *Vous vous sentez capable de contrôler vous-même votre production* » ? Oui ? Alors c'est parti. J'ai supprimé le contrôle expédition des pièces. Et j'ai envoyé le contrôleur au bureau d'études. En responsabilisant tout le monde, on a très vite produit 20% de pièces en plus. Mais ce n'est pas cela qui m'a intéressé. Les femmes étaient mieux maquillées, les hommes se rasaient. Ils étaient heureux. J'ai alors compris qu'il n'y avait pas de performance sans bonheur. J'ai suivi mon instinct et j'ai généralisé le processus. Pour les salaires, j'ai proposé de

faire une moyenne sur deux ans et de fixer le montant une bonne fois pour toutes. C'est passé au vote. Les cadres me sont tombés dessus parce que c'était le seul contrôle qu'ils avaient. J'avais déjà supprimé le pointage. Et là, on a fait 30% en plus.

Vous avez aussi restructuré l'entreprise...

J'ai mis fin à plusieurs niveaux hiérarchiques inutiles. Il restait les ouvriers et les leaders, eux-mêmes ouvriers cooptés par leurs pairs. Chaque leader gère une mini-usine dédiée à un client. J'ai supprimé les réunions, les reportings écrits, et donc 60% de temps des cadres.

Ce n'est plus du management, c'est du lâcher-prise.

Oui. Et tous les patrons qui l'appliquent ont un point commun : ils n'ont pas d'ego.

Outre cette confiance totale, il faut trouver un rêve partagé. À Favi, c'est de rester au village, à Hallencourt, et de faire toujours mieux et moins cher.

Enfin, il faut fixer des limites. Deux valeurs comme deux parois d'un couloir. Vous faites ce que vous voulez dans le couloir mais vous n'en sortez pas.

Chez nous, les valeurs sont : l'homme est bon, et quoi qu'on fasse, il doit y avoir un client interne ou externe derrière chaque geste.

Une fois ces limites posées, il n'y a plus de contrôle. Aujourd'hui, l'Occident vit une fin de cycle basé sur le duo consommation/production. On n'a plus les moyens de payer le contrôle, on n'a pas d'autres choix que de faire confiance. Des coûts de contrôle font effondrer les boîtes. Les patrons travaillent les yeux rivés sur le résultat. Mais le résultat est la résultante, pas l'objectif. Quel est l'objectif de votre entreprise ? Moi c'est le bonheur de chacun.

Comment arrivez-vous à vous lancer dans des certifications comme l'ISO 14001 ou OHSAS 18001¹, qui génèrent beaucoup d'administration ?

Ce n'est pas le cas. C'est ce qu'inventent les services de qualité pour prouver qu'ils servent à quelque chose. Vous savez que pour remplir les conditions des certifications, on vous envoie la liste des questions qu'on va vous poser 15 jours avant. Vous imaginez ça pour le bac ? C'est du rêve non ? Par jeu, on a toujours été les premiers en France. L'ISO 14001 en 1996, le QSE (qualité-sécurité-environnement) avant même les centrales nucléaires. On l'a fait par challenge collectif et parce que quand on est les premiers, on est les premiers à vie. On ne peut pas nous le reprendre. Au fur et à mesure, nous consolidons ce que nous avons. Pour Genichi Taguchi (statisticien japonais du XX^e siècle, NDLR), si tu veux traverser une rivière, soit tu fais un pont et cela te prendra deux ans, soit tu cherches un gué. Mais la pierre la plus importante, c'est celle sur laquelle ton pied est posé. Tu

¹ La norme britannique BS OHSAS 18001 (pour *British Standard Occupational Health and Safety Assessment Series*) est un modèle de système de management de la santé et de la sécurité au travail. Source : Wikipédia.



Pour Zobrist, RH signifie « rendre heureux ».

dois la maîtriser. En France, nous avons tendance à automatiser sans maîtriser ce qu'on fait déjà.

Une fois sur la pierre, il faut aussi avoir cette capacité de penser à côté.

Oui. Tu ne peux pas innover dans la lignée de ce que tu fais. La république n'est pas fille de monarchie, et la société qui arrive ne sera pas fille du duo consommation/production. On ne doit pas essayer d'améliorer le système existant, ce serait faire perdurer un système caduc. Il doit s'effondrer.

Mais justement, on change de modèle de société avec d'autres valeurs. Mieux pour moins cher, ça sent un

peu l'IKEA. Le consommable à tout crin, non ?

IKEA a permis à plein de gens de s'équiper à bon marché.

Avec une un nombre considérable d'emplois détruits...

Attends. Tes parents ou grands-parents, ils avaient un lit et une armoire pour la vie. IKEA a inventé le meuble consommable. C'était une forme de bonheur parce qu'on a cru à la possession. On change d'époque, on se tourne vers le frugal, des acquis plus immatériels, l'altruisme, et c'est très bien. Mais IKEA a donné du bonheur. Comme le McDo. Avec un SMIC à 650 euros par mois, tu as

intérêt à manger pas cher. Aux USA, ce sont les fast foods qui permettent de te nourrir pour 2 dollars.

Pourquoi ne pas pousser la logique jusqu'au bout avec une entreprise partagée avec les ouvriers ?

On n'arrête pas de m'embêter avec ça. Pourquoi l'ouvrier ne possède-t-il pas d'actions ? Parce qu'il ne le demande pas. Il règle sa machine, peut la modifier, peut changer de poste, choisir ses vacances, améliorer son quotidien. Nous sommes tellement déformés par le système capitaliste qu'on croit que le bonheur de l'élite est celui des ouvriers. À Favi, le même gars prospecte, décide, achète le matériel. Il a une idée ? Il en parle au directeur, négocie avec le fournisseur. Il n'y a pas de *turn-over* alors qu'il n'y a pas de plan de carrière. Il y a même l'inverse : des leaders sont fatigués de diriger et demandent après quelques années à redevenir ouvriers.

Et qui prend les décisions ?

Essentiellement les ouvriers ! Le budget, par exemple, est décidé par des groupes de travail réunis en mini-usines. Ils définissent les besoins en investissements, et excepté une fois, le montant global a toujours été inférieur au budget disponible. Je n'ai jamais eu à trancher. Des gens me parlent de prévisions à long terme, mais toutes ces prévisions se révèlent fausses.

Chez nous, les ouvriers reçoivent les commandes et engendrent 70% des

gains de productivité. Selon Douglas McGregor (professeur de management au Massachusetts Institute of Technology, NDLR), la capacité d'innovation serait la même quelles que soient la culture et la formation. C'est faux. Moins on est cultivé, plus on est innovant parce qu'on ne connaît pas les interdits. Un ouvrier nous a fait gagner 120 000 opérations par jour.

À Favi, nous avons deux credo : « Celui qui fait sait » et « Le confort est productif ». Un problème n'a pas qu'une solution unique et parfaite. La solution est souvent une somme de solutions imparfaites qui s'additionnent. Tandis que l'ingénieur cherche la solution parfaite, l'ouvrier met en place une suite des solutions imparfaites. C'est cette suite qui deviendra la solution parfaite. 🌱



Un coup de pouce aux chrétiens d'Irak

Des milliers de chrétiens du Nord de l'Irak ont fui leur maison et leur ville, principalement celle de Mossoul, depuis que les djihadistes de l'État islamique les ont menacés de mort s'ils ne se convertissaient pas à la religion musulmane. Le 25 juillet dernier, *Le Monde*, dans un éditorial, taxait l'Union européenne «d'indifférence et d'impuissance». Message visiblement entendu par le ministre belge des Affaires étrangères Didier Reyniers qui a reçu des représentants du Comité de soutien aux chrétiens d'Orient. Selon le chef de la diplomatie, 35 000 familles chrétiennes ont été déplacées dans le Nord de l'Irak. Il estime que «davantage doit être fait au niveau européen ainsi qu'au niveau belge en matière d'aide humanitaire en faveur des populations en détresse». Il a également appelé les communautés religieuses et laïques en Belgique à «dénoncer les violations de la liberté de religion ou de conviction dans le monde arabe afin que les chrétiens d'Orient, mais aussi les autres confessions, puissent bénéficier des mêmes droits et protections que les musulmans et les juifs en Belgique». (map)

Le KKK ne broie plus du noir

Le KKK est aux abois. Le Ku Klux Klan, club de suprémacistes blancs à la cagoule pointue immortalisé par le film de D.W. Griffith *Naissance d'une nation* (1915), est à la ramasse. Autrefois fort d'une quarantaine de milliers de membres, il plafonne désormais à 6 ou 8000 encagoulés. Dire que l'Amérique a radicalement changé depuis la fin de la ségrégation serait sans doute s'avancer beaucoup, mais il reste que le message du Klan ne fait plus recette. Alors pour bander les muscles face à l'immigration illégale qui déferle sur les States, le mouvement n'hésite pas aujourd'hui à faire appel à la communauté noire, jadis victime toute désignée de son racisme criminel. Sa cible : les clandestins latinos qui n'en finissent plus de bousculer le rêve américain et de répandre l'espagnol sur leur passage.

«Sauvez notre pays, rejoignez le Klan», lancent les prospectus du KKK dans certains États du Sud, où on trouve ses tracts agrémentés de sachets de bonbons. Dingue, non ? (map)

Rien ne se perd

Sur le web, une interview de Michel Sabbah, circule en boucle. L'ancien patriarche latin de Jérusalem dit toujours y croire à la cohabitation harmonieuse avec l'islam et assure que «même à Gaza, les chrétiens sont protégés par le Hamas». Morceaux choisis : «Notre vocation est donc d'être chrétien dans une société arabe et majoritairement musulmane. C'est une expérience que nous connaissons bien, nous avons plusieurs siècles d'histoire commune derrière nous». Question du journaliste : «Pourtant, aujourd'hui, on parle de persécutions antichrétiennes ?» Réponse de Michel Sabbah : «Des incidents individuels entre musulmans et chrétiens peuvent parfois prendre une dimension communautaire. Dans ce cas, il existe des médiateurs, des familles reconnues pour leur sagesse et leur autorité, capables de régler les conflits. Mais, je peux en témoigner, en Palestine, cela n'est jamais allé plus loin. Aucun massacre, aucun attentat contre les églises, aucune persécution ouvertement antichrétienne. Même à Gaza, les chrétiens sont protégés par le Hamas, souvent présenté comme une organisation terroriste.» Précision : cette interview qui fait florès sur les réseaux sociaux où elle sert divers intérêts a été enregistrée par *La Vie* en... 2010. Sur le web, rien ne se perd. (map)

Au Carrefour des religions

Entre les livres de cuisine et les journaux turfistes, les Français ont découvert dans leurs grandes surfaces des incitations au djihad ou à la punition des «hérétiques». L'objectif de l'«opération Ramadan» était de «montrer que les livres islamistes peuvent être vendus partout». C'est réussi, commente *Le Figaro* qui cite un éditeur nommé Mansour Mansour : «Au Carrefour de Sartrouville (Yvelines), comme dans quelque 1 000 autres grandes surfaces en France, l'opération commerciale de la maison d'édition libanaise Albouraq a été «un grand succès»». Dans *La Voie du musulman*, éditée en avril 2014, on peut par exemple lire que l'auteur, le cheikh algérien Abu Bakr al-Jazairi, incite ses frères à installer «toutes sortes d'usines d'armement pour fabriquer tout genre d'armes en usage dans le monde ou toute invention nouvelle, même au détriment du bien-être de la nation». Ou encore que «l'hérétique» est «passible de la peine de mort». On estime généralement que 700 ou 800 jeunes ont quitté à ce jour la France pour livrer le djihad en Syrie contre les troupes de Bachar. Les statistiques ne disent pas s'ils faisaient leurs courses chez Carrefour. (map)

American fumette

Un éditorial du *New York Times* n'est pas passé inaperçu. En juillet dernier, le journal a appelé à légaliser le cannabis, arguant que les mesures d'interdiction actuelle aboutissent

à reproduire la prohibition des années 20 : «Il y a plus de 40 ans, le Congrès a adopté l'interdiction actuelle du cannabis, infligeant un grand préjudice à la société simplement pour interdire un produit beaucoup moins dangereux que l'alcool. Le gouvernement fédéral devrait dépénaliser le cannabis.» Le NYT estime que l'addiction et la dépendance sont des «problèmes relativement mineurs». S'il le déconseille aux jeunes gens de moins de 21 ans (dont le développement cérébral est, paraît-il, réputé fragile), le journal juge que le cannabis ne présente pas en revanche de problème pour les adultes «en bonne santé». Puis le NYT vient à parler au portefeuille et prend en exemple les États de Washington et du Colorado, indiquant que le cannabis y rapporte gros en taxes. De ce côté-ci de l'Atlantique, des esprits plutôt bien faits comme l'économiste Paul De Grauwe ne disent pas autre chose. Dans nos partis politiques, ces thèses sont surtout défendues par les jeunes militants. Ah ! avoir 21 ans... (map)

Pilule (amère) du lendemain

La nomination du rabbin David Nathan Saperstein au poste d'ambassadeur extraordinaire pour la liberté religieuse internationale vaut à Barack Obama d'amères critiques. Saperstein s'est en effet opposé à la Cour suprême et à son arrêt dans l'affaire Hobby Lobby. En juin, la plus haute juridiction américaine a donné raison à Hobby Lobby, une société qui s'appuyait sur le *Religious Freedom Restoration Act* (une loi de 1993 qui proscriit toute législation constituant «une entrave importante au libre exercice de la religion») pour refuser la couverture sociale de certains contraceptifs comme la pilule du lendemain –assimilée à l'avortement. Une couverture sociale pourtant devenue obligatoire avec l'Obamacare. La Catholic Association a notamment dénoncé la nomination de David Nathan Saperstein et de ses choix «libéraux», reprochant au président Barack Obama de faire preuve d'un «mépris total pour la liberté religieuse». À la Maison-Blanche, on n'a pas attendu le lendemain pour avaler la pilule. (map)

L'école contre la barbarie

En marge de la rentrée, empreintes de rencontres dans des classes ouvertes au monde, grâce à des instits à qui on demande la lune et qui la décrochent, chaque matin.

Par Marcel Leroy
Journaliste

L'école a bon dos. Elle encaisse les classements internationaux mettant en concurrence ce qui est inquantifiable, soit l'humain; les avis et critiques de gens qui jamais ne se retrouveront devant une classe de mômes à qui il faut apprendre à lire, écrire, compter, réfléchir et veiller à sa santé et sa condition physique, et aux remises en question régulières émanant du monde politique. L'école doit évoluer avec son temps, prendre la cadence des nouvelles technologies de l'information, s'adapter à la mondialisation et à la société. Quel chantier...

Gueules noires

Engagé dans le projet «Journalistes en classe», de l'Association des journalistes professionnels, pour témoigner de mon métier face à des écoliers et étudiants de tous niveaux, j'ai vécu beaucoup de rencontres rappelant que le travail des enseignants exige une créativité quotidienne. Pour expliquer ma pratique du journalisme, je réponds à des questions, relaie des histoires, montre une photo, trace au tableau quelques mots à la craie. Un jour, je me suis retrouvé dans l'école où j'avais écrit mes premiers mots. C'était à Gilly, où, autrefois, les charbonnages maquillaient de noir le visage des hommes. Ma plus grande

leçon. Sous le masque du labeur, tous étaient égaux et solidaires. Au fond du Sart-Allet, la cour de récréation n'a pas changé même si le marronnier a poussé, depuis la victoire de Bahamontès au Tour de France 1959. Esprits ouverts, vibrants et attentifs, les enfants étaient loin de certains des clichés qui caricaturent l'école.

Dans la région de Charleroi et en Entre-Sambre-et-Meuse, des enfants d'horizons très différents m'apprennent beaucoup sur notre temps. À Charleroi-Nord, un gamin parlait l'arabe, l'italien, le français et se mettait au néerlandais et à l'anglais. Émigré d'Afrique du Nord, il avait entamé son parcours par l'Italie et appris sur le tas...

C'était du vécu et permettait d'évoquer l'actualité pour parler de justice, de tolérance et de respect de l'autre. Dans toutes les classes où je passe, des cartes du monde donnent des envies d'ailleurs. Les instituteurs, en encourageant les enfants à regarder autour d'eux, leur ouvrent des horizons.

Lire, au-delà du chaos


Parmi les histoires que je passe aux enfants, je privilégie ce report-

age remontant à novembre 1993, juste après l'assassinat du président Ndadaye du Burundi. Au Rwanda voisin, qui, peu de temps après, sombrerait dans le cauchemar du génocide, passant par un camp de réfugiés burundais organisé par la Croix-Rouge, un homme aux yeux hagards vint à moi, une feuille de papier à la main. C'était une ordonnance pour des verres correcteurs et il me dit : « *J'ai besoin de lunettes, c'est urgent.* »

Dans ce camp de bâches bleues balayé par les pluies, sur les rives du lac Cyangugu, 35 000 réfugiés pleuraient leurs morts et souffraient de blessures terribles. L'homme me confia avoir vu brûler sa maison, mourir sa femme et ses enfants. Désormais seul, il s'accrochait à une raison de vivre. Instituteur, il voulait ouvrir une école, dans le camp, tout de suite. Informée de cette demande, une jeune femme de la Croix-Rouge alerta des amis, à Genève. Ils récupérèrent des paires de lunettes, les confièrent à un pilote. Il déposa la caisse auprès d'un chauffeur qui achemina le colis, en plein chaos. Et l'homme trouva, dans le tas de lunettes, celles qui lui convenaient. Avant de quitter le camp, je l'ai vu apprendre à lire à des enfants assis par terre, dans la boue.

Me serrant la main, il me regarda droit dans les yeux en martelant... « *L'école est la seule réponse à la barbarie* ». Chaque nuit, dans ce camp, naissaient des enfants. Il m'arrive de me demander comment ils ont grandi.

Cette humanité de l'école, ce souffle de vie, grâce aux instituteurs, m'est revenue comme un boomerang, dans l'édition de juillet 2014 de *Science & Vie*, par le biais de deux courts papiers évoquant les travaux de chercheurs américains. Une équipe avait vérifié le fait que prendre des notes à la main conduit à une meilleure compréhension. Les scientifiques observèrent que les notes prises à la main étaient 30% plus courtes que celles saisies sur un clavier. Les étudiants qui avaient utilisé l'ordinateur ne répondaient pas mieux que les autres aux questions factuelles. Mais, face aux questions plus conceptuelles, ceux qui avaient pris note à la main avaient mieux compris. Prendre des notes à la main pousse à avant tout s'approprier le texte et à reformuler les idées exprimées. Avec l'écriture manuelle, l'instituteur est au centre de l'école, il transmet l'envie d'apprendre. Qui n'a pas été tiré vers le haut par un professeur ? À méditer, alors que l'on aborde le temps où vidéoconférence et internet risquent de se substituer à l'humain.

Revenant à l'école d'hier, d'aujourd'hui et de demain, j'espère qu'elle restera à taille humaine, comme celle que je connais. Tant qu'une personne en recherche – parce que l'université de la rue vous embrigade à vie –, communiquera sa connaissance et sa passion du monde à d'autres, emmènera les enfants à la découverte de leur coin de terre, l'école demeurera une grande rencontre. Avant tout. 



74 Conversations avec ma mère

76 Plus jamais ça !

78 Raconte-nous tes histoires !

L'espace des Indignés, première étape du parcours symbolique des Territoires de la Mémoire.

Conversations avec ma mère

Le duo Jacqueline Bir-Alain Leempoel a cartonné sur les planches du théâtre de l'Espace Delvaux à la fin de la saison dernière. Grâce à ce succès, les deux comédiens rejoueront ce magnifique texte, profondément ancré dans les défis intergénérationnels de notre temps, pendant un mois au théâtre Le Public.

Par Pierre Schonbrodt
Centre d'Action Laïque

À quelques heures de la répétition générale, Pietro Pizzuti donne ses dernières indications. Les régisseurs modifient, peaufinent, règlent pendant qu'un tango argentin résonne dans toute la salle. En prenant un peu de hauteur, nous visualisons un peu mieux le décor. Un canapé «vintage», une table et des chaises passées de mode. Un tablier pend au porte-manteau.

«Le thème? La rencontre entre une mère de 82 ans et son fils, la belle cinquantaine. Ils ont encore tant de choses à se dire... surtout à des âges où l'on se rapproche de la fin. Mais le tout se fait avec légèreté,

suavité, et une sérénité toute latino. On est entre Almodovar et Woody Allen», explique Pietro Pizzuti, metteur en scène.

Jacqueline Bir, 80 ans, arrive essouffée, clé de voiture en main. Pilote en parfaite santé, elle file droit vers la scène et salue l'assemblée. «Vivre, c'est un travail permanent», nous confie-t-elle. «Et vieillir? [rires] Il faut juste éviter de vieillir dans sa tête, c'est tout!» Si facile à dire et manifestement tout aussi simple à appliquer lorsque nous regardons la comédienne vérifier minutieusement les dernières modifications apportées au décor tout en s'amusant avec les techniciens. Derrière cette joyeuse ambiance intergénérationnelle, l'équipe est pourtant concentrée, angoissée et semble se demander quel accueil le public réservera à ces conversations entre un fils de 50 ans et sa mère de 82 ans.

Soulagement!

Près de 10 jours à guichet fermé, à seulement quelques places près

pour certaines représentations! Les dialogues écrits par Santiago Carlos Oves, auteur argentin, ont manifestement visé très juste.

«Je n'aurai jamais pensé un tel succès aussi rapidement. Pourquoi? Sans doute parce que c'est un reflet exact des situations dans lesquelles nous pouvons nous retrouver tous un jour où l'autre. Une personne de la cinquantaine qui se retrouve au chômage, les vieux qui ont des difficultés à survivre lorsqu'ils sont seuls. Et puis, c'est une leçon de vie... Le modèle familial que j'ai connu lorsque j'étais plus jeune n'existe plus depuis longtemps. Mon arrière-grand-mère vivait chez ma grand-mère et nous, nous gravitions autour d'elles. Aujourd'hui, j'ai souvent le sentiment qu'on met les vieux dans une maison de retraite pour s'en débarrasser...», pense Jacqueline Bir.

- «Vous faites l'amour?»
- Comment?
- Est-ce que vous avez des relations?
- Mais enfin de quoi veux-tu...
- Est-ce si difficile de dire à une mère s'il se passe ou ne se passe pas quelque chose?
- C'est que tu ne ressembles pas à une mère. Tu ressembles à un psychanalyste...»

Les joutes verbales s'enchaînent en allant toujours chercher là-bas, tout au fond, vers ce côté que l'on se plaît souvent à cacher. Et tôt ou tard, au détour d'une réplique, chaque spectateur se trouve mis à nu, pris au piège dans ces tabous qui trop souvent empoisonnent nos relations humaines.

«Nous ne nous parlons plus suffisamment. Les gens essaient de taire

leurs problèmes pour des tas de raisons qui se situent probablement entre la pudeur et l'indifférence», estime Jacqueline Bir.

Exister ensemble

Mais cette pièce, qui s'amuse dans les dédales de nos non-dits, joue aussi avec nos certitudes. Jaime, quinquagénaire dynamique, heureux propriétaire d'un 4x4, perd son emploi. Il ne lui en faudra pas plus pour s'interroger sur ce que sa vie est devenue. Alain Leempoel, partenaire de Jacqueline Bir, décrit cette pièce comme un plaidoyer implacable sur les limites de notre système socio-économique: «Comment allons-nous garantir les pensions de nos aînés et une fin de vie digne? Notre système a été élaboré au siècle passé lorsque nous prenions notre retraite à 65 ans pour mourir 10 ans plus tard. Nous vivons aujourd'hui 10 à 25 années de plus. La pièce pose donc ce problème sous un angle original: comment—puisque nous vivons plus longtemps— allons-nous exister ensemble lorsqu'un drame bouscule l'équilibre familial? Nous sommes très nombreux sur cette planète et nous n'allons plus pouvoir profiter de notre belle individualité et de notre ascension sociale en vivant seuls dans notre jolie maison tandis que les enfants ont leur villa ici et leur appartement là-bas... La crise est passée par là et a profondément déséquilibré ce modèle familial. La pièce évoque ce bouleversement à travers cette mère entretenue par son fils qui perd son travail et qui doit alors revendre cet appartement.»



«Conversations avec ma mère» de Santiago Carlos Oves et Jordi Galcerán
D'après le scénario du film «Conversaciones con Mamá» de Santiago Carlos Oves
Mise en scène: Pietro Pizzuti
Avec Jacqueline Bir et Alain Leempoel
Du 03/09 au 18/10/14
Le Public, Rue Braemt, 64-70, 1210 Bruxelles
www.theatrepublic.be
Réservations: 0800 944 44



Plus jamais ça !

Déployée depuis quelques mois à la Cité Miroir à Liège, l'exposition permanente des Territoires de la Mémoire a subi une cure de jouvence et accueille à nouveau les groupes scolaires, à coups de 800 visiteurs hebdomadaires, depuis la rentrée. Le « parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui » ainsi revisité jette des ponts entre le passé, le présent et l'avenir.

Par Amélie Dogot
Secrétaire de rédaction

Résistances... Le ton est donné dès l'entrée dans l'espace des Indignés: une superbe fresque colorée qui rappelle en lettres peintes les petites et grandes figures de la désobéissance civile et qui se termine par un interpellant «Et toi?»¹. «*Quand ils sont venus m'arrêter, il n'y avait plus personne pour s'inquiéter*»; le parcours commence avec les mots de Berthold Brecht inspirés de ceux de Martin Niemöller, rescapé de Dachau, et déclamés par Pierre Arditi, dont la voix nous accompagnera pendant toute la visite. Livrés à nous-mêmes, nous nous laissons guider par le son et la lumière dans les méandres de la Cité Miroir, de l'entre-deux-guerres à aujourd'hui, d'un couloir bardé d'étendards nazis à un véritable wagon à bestiaux, en passant par la reconstitution d'un bureau de la Gestapo.

La scénographie a été entièrement revue. Après les témoignages audios et les pièces reconstituées, essence de la première expo, c'est aujourd'hui le montage vidéo –«*plus puissant que les objets inanimés*», confiera Olivier à l'issue de sa visite du nouveau parcours– qui prédomine: extraits d'archives photogra-

phiques et de films d'époque, dessins et sculptures pour montrer l'indicible sans pour autant édulcorer la réalité des camps de concentration, témoignages de survivants et de résistants... «*Remuant et percutant!*», poursuit Benoît. La charge émotionnelle est très forte.

«*La grande nouveauté, c'est la salle de débriefing consacrée au présent avec une animation et un jeu interactif*», explique Julie Scoufflaire, animatrice. Son objectif, permettre aux jeunes –les trois quarts des visiteurs étant constitués de groupes d'élèves âgés de 11 à 18 ans– de mettre des mots sur ce qu'ils viennent de voir et de poser toutes leurs questions. Pas encore terminé lors de notre visite en mai dernier, le jeu, sous la forme d'un quizz à choix multiples, servira à déterminer les tendances du groupe avant de revenir au thème de la résistance aujourd'hui.

Nous sortons de là un peu sonnés et fourbus, sans pouvoir nous empêcher de penser à toutes celles et à tous ceux qui ont tenu debout non pas une heure mais des jours durant, dans ces wagons à bestiaux... et après, dans les camps. On se répète, comme un exutoire: «*Plus*



© Territoires de la Mémoire

jamais ça!» Mais combien de guerres civiles, de conflits ethniques et religieux, depuis, n'ont-ils pas eu pour terreau la haine et la déshumanisation de l'Autre jusqu'à son extermination?

Au-delà de l'injonction

«*Plus jamais ça?*», c'est aussi et surtout une question qui nous renvoie à la fragilité de nos acquis et qui nous rappelle à la vigilance et à l'urgence d'une résistance renouvelée. «*Les Territoires de la Mémoire sont d'ailleurs nés des suites de ce dimanche noir de novembre 1991*», nous rappelle Philippe Marchal, directeur adjoint, quand des partis d'extrême droite ont fait leur apparition dans le paysage politique belge, pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la chute du nazisme. Depuis 1993, l'association liégeoise n'a cessé de multiplier les voies de sensibilisation au devoir de mémoire auprès d'un large public, avec notamment une première exposition permanente, visitée

par près de 200 000 personnes dans les anciens locaux du boulevard d'Avroy.

Au fil de ce nouveau parcours symbolique, «*il s'agit de montrer la permanence de certains mécanismes, car là où les faits historiques sont le fruit de contextes, de circonstances, de liens de causes à effets toujours inédits, uniques et singuliers, le travail pédagogique de comparaison peut en revanche se développer sur le plan des attitudes, des comportements propres à l'être humain, à nous-mêmes, et donc être récurrent. C'est au travers, par exemple, de l'analyse de l'effet de masse, de la soumission à l'autorité, de la contrainte acceptée, de l'attentisme, de l'appartenance à un groupe, etc. que l'on peut être en mesure d'établir des connexions, aider à la représentation et à la compréhension.*» Il est là, le pari relancé par les Territoires de la Mémoire, «*pour finalement éveiller à la résistance et à la possibilité de s'engager pour agir*».

«Plus jamais ça!... Parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui»

Du lundi au vendredi de 9h à 16h
Le week-end de 11h à 15h

Prix d'entrée:
3 € (ados dès 11 ans, étudiants et seniors)
5 € (adultes)
1,25 € (article 27)
Entrée gratuite les 13 et 14/09 à l'occasion des Journées du patrimoine

Cité Miroir
Boulevard de la Sauvenière, 33-35
4000 Liège
www.territoires-memoire.be

1 Voir en pages 72-73.

Raconte-nous tes histoires !

À l'heure où on se selfise et se twitterise pour faire vivre les marques et les ego, une nouvelle initiative fait, elle, exister les gens. Sur le web et sur le papier. Bienvenue dans la vraie communication 2.0!

Par Frédéric Vandecasserie
Journaliste

Ils s'appellent Stéphane, Louis ou Françoise... Et racontent leurs tribulations. De routier surchargé par des horaires intenable, de fils d'ouvrier qui a vu papa en baver un maximum, ou de banlieusarde qui s'assume malgré les préjugés. Ces trois-là font partie du vivier d'écrivains amateurs (mais relus et corrigés par des pros) qui ont choisi de tout simplement «Raconter la vie». Du nom de ce nouveau projet, qui publie à la fois sur un site internet et dans une collection de livres brefs

(généralement une centaine de pages) au format poche, pour certains textes dûment sélectionnés. Et ne porte comme ambition rien de moins que de créer un «Parlement des invisibles», comme le répète son fondateur, l'historien français Pierre Rosanvallon.

Tranches de vie

Du témoignage brut à l'analyse sociologique offrant recul et perspective, «Raconter la vie» accueille en parts

égales tous les récits. Dans tous les genres et sur tous les sujets. Pourvu qu'ils soient liés à l'existence de ceux qui les écrivent. «Beaucoup de gens ont besoin de se raconter, ce n'est pas un secret.», nous précise L., qui a déjà signé quelques récits sous son nom, mais préfère garder l'anonymat quand elle nous parle, «parce que je veux que les gens ne me connaissent que via mes écrits». «Certains utilisateurs ont juste besoin d'écrire pour la beauté ou le plaisir du geste! Moi, c'est carrément pour exister. Comme beaucoup de gens, je me suis d'abord tournée vers Facebook ou Twitter. Pour me rendre compte de deux choses: d'abord, quoi que l'on en dise, ces réseaux sociaux ne permettent pas de dire grand-chose. Car ils constituent souvent juste une accumulation de slogans ou une démonstration d'egos plus ou moins exacerbés. Ensuite, du point de vue de ceux qui les consultent, le format court d'un tweet n'incite évidemment pas à la lecture en profondeur ou à l'échange. Bref, j'ai abandonné tout ça pour me concentrer sur la rédaction de «vraies» tranches de vie. Même si «Raconter la vie» ne s'est pas bâtie en réaction à l'instantanéité des réseaux sociaux».

Sans bobards

Même si l'un des effets collatéraux (bienvenus) de l'initiative consiste bel et bien à remettre un peu d'ordre au royaume de la communication 2.0. Avec, par exemple, Diouma Magassa, jeune étudiante et auteure de *J'étais l'obstacle de ma réussite*. Qui a narré son expérience difficile en classe préparatoire littéraire dans un grand lycée parisien. «Je voulais parler de mon malaise au sein d'une élite qui ne

m'était pas familière.», dit-elle. «Même si je tenais régulièrement un blog, j'avais l'impression que personne ne me lisait. Raconter la vie m'a vraiment donné la parole».

«Facebook ou Twitter servent à promouvoir le contenu – «Raconter la vie» dispose d'ailleurs d'une page Facebook bien achalandée! – et «notre» site, lui, existe pour vraiment raconter des choses», reprend notre utilisatrice anonyme.

«De fait, nous rajoutons du sens au contenu!», conclut Rosanvallon. Notre démarche s'inscrit dans la lignée d'autres expériences. Comme celle des Français peints par eux-mêmes, lancée par l'éditeur Curmer en 1839, ou des enquêtes que Zola a réalisées auprès du personnel du Bon Marché avant d'écrire *Au Bonheur des Dames*. Je pense aussi au Balzac de La Comédie humaine, ou au George Orwell de *Dans la dèche à Paris et à Londres*. Et puis, tout récemment, à Florence Aubenas, avec *Le Quai de Ouistreham*; ou à Jean-Christophe Bailly, avec ses *Voyages en France*. Tous ces gens ont aussi réussi à parler autrement de la société qui nous entoure. Voilà ce que nous essayons de faire, à une plus grande échelle et pas avec des rédacteurs professionnels. Tout ça de la manière la plus honnête possible. Dans un mélange de spontanéité et de réflexion. Juste en se racontant des histoires.» Mais sans se lancer de bobards. 🍀



<http://raconterla-vie.fr>



© DR

Rosanvallon et les autres.

Je mange, donc je suis

Par Xavier De Schutter

Ce n'est pas un hasard si les Romains utilisaient le même infinitif pour dire *être* et *manger*: le verbe *esse* avait les deux sens. Les Latins avaient compris que s'alimenter et exister ne font qu'un. Manger, c'est être, c'est vivre. Le nouveau-né entame son existence en respirant puis en tétant. Bien sûr, il y a manger et manger. Il ne faudrait pas confondre les carnivores, les insectivores, les frugivores, les anthropophages, les ichtyophages, les xylophages, les coprophages, les nécrophages, les végétariens, les végétaliens, les macrobiotes, les gloutons, les petits appétits, les gourmands et les gourmets, les prédateurs, les charognards et les parasites, et j'en passe et des meilleurs, tels que les omnivores. Mais tous, du premier au dernier, vivent parce qu'ils absorbent l'énergie, régénèrent leur carburant en somme, en l'avant. Nous sommes ce que nous mangeons. C'est une vieille habitude héritée de nos lointains ancêtres monocellulaires, les voraces amibes. Toute société d'êtres vivants constitue une société de consommateurs. Le mot «viande» lui-même ne vient-il pas du bas latin *vivanda* formé sur le verbe *vivere*?

Certes, il arrive qu'un dysfonctionnement psychologique fasse grincer la machine et que l'estomac se mette en grève. L'individu devient alors anorexique: ce refus d'engloutir s'apparente à un refus de vivre, une sorte de

suicide lent et différé. L'ascète qui jeûne refuse lui aussi de vivre une vie animale: la chair lui fait horreur et, à ses yeux, faire bonne chère revient à trahir son âme éthérée qui n'aspire qu'aux nourritures célestes.

Quant à nous, fort peu ascètes, réfléchissons-y une bonne foi, puis n'y pensons plus: lorsque nous déjeunons, dînons, soupons, goûtons, dévorons, banquetons, grignotons, bâfrons, dégustons, nous acceptons d'exister en chair et en os en laissant s'exprimer notre instinct de vie, notre appétit vital. Qui nierait que le mangeur vit, que le vivant mange, que le jeûneur dépérit et que le mort... jeûne (ce qui bien sûr empêche de vivre vieux)? Plus exactement: le mort, aussitôt qu'il a cessé de respirer, cesse de manger pour être désormais mangé à son tour, que ce soit par les vers du tombeau ou par le feu du bûcher. Un mort, c'est un mangeur mangé.

Peut-être penserez-vous à ce «Coup de pholie» demain matin en déjeunant, ou la prochaine fois que vous souhaiterez bon appétit à vos commensaux? En tout cas, ne tardez plus à croquer à pleines dents dans la vie qui est si gloutonnement chronophage. Les sages d'autrefois l'avaient compris, eux qui se réunissaient en deipnosophistes («sophistes au banquet») autour d'une sympathique tablée. 🍴

Les Pompes Funèbres Générales de Belgique

s.a. **Tielemans**

Maison fondée en 1875

**Funérailles civiles
de toutes classes et crémation**

Chaussée d'Alseberg 19 - 1060 Bruxelles

Tél. 02 537 05 64

Direction : Michèle et Jacques Delrieu-Raulier

Funérailles Wyns

Transferts,
Funérailles, Créations,
Assurances décès,
Contrats personnalisés

24h/24h

Tél : 02 538 15 60
GSM : 0477 28 76 26

Rue aux Laines 89
1000 Bruxelles
(près de St Pierre Et Bordet)

Contact : Dominique Peeren



**SOCIETE BELGE
POUR LA
CREMATION**

Association sans but lucratif
Fondée en 1906

Seuls, au service du public,
nous défendons la dignité de l'idéal
crématoire. Faites-vous membre
Assistance, complète
et désintéressée

DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE ET SANS
ENGAGEMENT

Boulevard Maurice Lemonnier, 1
1000 Bruxelles
02 513 03 96

Annonces

Musique, ciné, livres, conférences... les bonnes énergies



dossier
LE GENRE, UNE IDENTITÉ TROUBLE

Éduquer n°107 vient de paraître.

Les transgenres sont perçus par la masse comme des personnes anormales. Le fait de maîtriser son corps, d'être capable de prendre son destin en main, de s'affranchir des normes sociales et des trajectoires de vie stéréotypées est une gageure sociale. La raison de cette résistance des genres sociaux est simple : les performances de genre, les transgenres, sondent les fondements-mêmes de la masculinité et de la féminité, les réinventent. Cette démarche ébranle profondément nos sociétés binaires, car envisager un autre genre, c'est interroger les bases de notre société et ouvrir le champ des possibles.

Pour nous contacter :
Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente asbl
Rue de la fontaine, 2 - 1000 Bruxelles
02/511.25.87 - eduquer@ligue-enseignement.be
www.ligue-enseignement.be

ESPACE de Libertés

Éditrice responsable :

Éliane Deproost

Rédacteur en chef :

Yves Kengen

Secrétaire de rédaction :

Amélie Dogot

Production :

Fabienne Sergoyne

Dessins :

Olivier Wiame

Graphisme :

YEBOgraphics

Imprimeur :

Kliemo

Fondateur :

Jean Schouters

Abonnement

10 numéros

Belgique : 20€, Étranger : 32€

par virement au compte du CAL :

IBAN : BE16 2100 6247 9974

BIC : GEBABEBB

TVA : BE 0409 110 069

ISSN : 0775-2768

Centre d'Action Laïque

Campus de la Plaine ULB, CP 236

Boulevard de la Plaine

1050 Bruxelles

Tél : 02 627 68 68 - Fax : 02 627 68 01

E-mail : espace@laicite.net

Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC)
Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique -
Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la
Fédération Wallonie-Bruxelles.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de
la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses
qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données person-
nelles et les faire rectifier.



Libres, ensemble

LES RENDEZ-VOUS
DE LA LAÏCITÉ
SEPTEMBRE 2014

À LA TÉLÉVISION

La laïcité belge : richesse de la diversité (26')

Débat avec Jean-Philippe Schreiber et Henri Bartholomeeusen
et,

L'exposition « Ordre et désordre » de la Fabrique de Soi à Tubize
Présentation : Benoît Feyt et Pilar Arcas

Date	Heure	Chaîne
6/9	10h30	La Une
14/9	9h20	La Une
20/9	10h30	La Une
24/9	18h55	La Trois

Réflexions sur le genre (10')

Autour du colloque Habemus Gender

Présentation : Benoît Feyt

Date	Heure	Chaîne
9/9	Fin de soirée	La Une

Un festival : Philo Escales (10')

Un festival de philosophie grand public, ludique et festif

Présentation : Pilar Arcas

Date	Heure	Chaîne
23/9	Fin de soirée	La Une

Osons changer l'école ! (26')

À l'occasion des 150 ans de la Ligue de l'Enseignement

Présentation : Benoît Feyt

Date	Heure	Chaîne
23/9	9h20	La Une
4/10	10h30	La Une
8/10	18h55	La Trois

Quels relais auprès des institutions européennes ? (10')

Émission spéciale au Parlement européen avec la présence
de plusieurs eurodéputé(e)s

Présentation : Pilar Arcas

Date	Heure	Chaîne
7/10	Fin de soirée	La Une

À LA RADIO

Sur la Première RTBF vers 19h05 et 22h30 (28')

La laïcité, une valeur universelle

Avec Henri Bartholomeeusen et Éliane Deproost

Samedi 6 septembre

Laïcidad : la colo-philo

Avec Pierre Bodart et Paul Knudsen

Samedi 13 septembre

L'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS)

Avec Dominique Roynet et Sylvie Lausberg

Samedi 20 septembre

Actualité laïque en Europe et dans le monde

Samedi 27 septembre



